SERIE GENERALE

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

Anno 147° — Numero 73

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Martedì, 28 marzo 2006** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 06 85081

La **Gazzetta Ufficiale,** *oltre alla* **Serie generale,** *pubblica quattro Serie speciali, ciascuna contraddistinta con autonoma numerazione:*

1ª Serie speciale: *Corte costituzionale* (pubblicata il mercoledì)
2ª Serie speciale: *Comunità europee* (pubblicata il lunedì e il giovedì)
3ª Serie speciale: *Regioni* (pubblicata il sabato)
4ª Serie speciale: *Concorsi ed esami* (pubblicata il martedì e il venerdì)

SOMMARIO

Ministero della salute

Ministero del lavoro e delle politiche sociali

Ministero per i beni e le attività culturali

Ministero dell'istruzione dell'università e della ricerca

Ministero delle politiche agricole e forestali

DECRETI E DELIBERE DI ALTRE AUTORITÀ

Agenzia delle entrate

Comitato interministeriale per la programmazione economica

Agenzia del territorio

CIRCOLARI

Consiglio superiore dei lavori pubblici

SUPPLEMENTO ORDINARIO N. 74/L

LEGGE 6 marzo 2006, n. **122.**

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo sulla istituzione dell'Organizzazione internazionale per lo sviluppo della pesca in Europa centrale ed orientale (Eurofish), con Atto finale, fatto a Copenhagen il 23 maggio 2000.

06G0138

LEGGI ED ALTRI ATTI NORMATIVI

LEGGE 6 marzo 2006, n. **123.**

Ratifica ed esecuzione del Protocollo sui privilegi e le immunità dell'Autorità internazionale dei fondi marini, fatto a Kingston il 27 marzo 1998.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Autorizzazione alla ratifica

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il Protocollo sui privilegi e le immunità dell'Autorità internazionale dei fondi marini, fatto a Kingston il 27 marzo 1998.

Art. 2.

Ordine di esecuzione

1. Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 18, paragrafo 2, del Protocollo stesso.

Art. 3.

Entrata in vigore

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 6 marzo 2006

CIAMPI

BERLUSCONI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
FINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* CASTELLI

البروتوكول المتعلق بامتيازات السلطة
الدولية لقاع البحار وحصاناتها

国际海底管理局特权和豁免议定书

PROTOCOL ON THE PRIVILEGES AND IMMUNITIES OF THE
INTERNATIONAL SEABED AUTHORITY

PROTOCOLE SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DE
L'AUTORITÉ INTERNATIONALE DES FONDS MARINS

ПРОТОКОЛ О ПРИВИЛЕГИЯХ И ИММУНИТЕТАХ МЕЖДУНАРОДНОГО
ОРГАНА ПО МОРСКОМУ ДНУ

PROTOCOLO SOBRE LOS PRIVILEGIOS E IMMUNIDADES DE
LA AUTORIDAD INTERNACIONAL DE LOS FONDOS MARINOS

PROTOCOLE SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DE L'AUTORITÉ INTERNATIONALE DES FONDS MARINS

NATIONS UNIES
1998

PROTOCOLE SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS
DE L'AUTORITÉ INTERNATIONALE DES FONDS MARINS

Les États Parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer établit l'Autorité internationale des fonds marins,

Rappelant que l'article 176 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer dispose que l'Autorité possède la personnalité juridique internationale et a la capacité juridique qui lui est nécessaire pour exercer ses fonctions et atteindre ses buts,

Notant que l'article 177 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer dispose que l'Autorité jouit, sur le territoire de chaque État Partie à la Convention, des privilèges et immunités prévus dans la sous-section G de la section 4 de la partie XI de la Convention et que les privilèges et immunités relatifs à l'Entreprise sont prévus à l'article 13 de l'annexe IV,

Considérant que certains privilèges et immunités additionnels sont nécessaires pour que l'Autorité internationale des fonds marins puisse exercer ses fonctions,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

EMPLOI DES TERMES

Aux fins du présent Protocole :

a) Le terme "Autorité" désigne l'Autorité internationale des fonds marins:

b) Le terme "Convention" désigne la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982:

c) Le terme "Accord" désigne l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du

10 décembre 1982. Conformément à l'Accord, les dispositions de celui-ci et celles de la partie XI de la Convention doivent être interprétées et appliquées ensemble comme un seul et même instrument; le présent Protocole et les références dans le présent Protocole à la Convention doivent être interprétés et appliqués de même:

d) Le terme "Entreprise" désigne l'organe de l'Autorité ainsi dénommé dans la Convention;

e) Le terme "membre de l'Autorité" désigne :

i) Tout État Partie à la Convention; et

ii) Tout État ou entité qui est membre de l'Autorité à titre provisoire en application du paragraphe 12, lettre a, de la section 1 de l'annexe de l'Accord;

f) Le terme "représentants" désigne les représentants, représentants suppléants, conseillers, experts techniques et secrétaires des délégations;

g) Le terme "Secrétaire général" désigne le Secrétaire général de l'Autorité internationale des fonds marins.

Article 2

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Sans préjudice du statut juridique et des privilèges et immunités accordés à l'Autorité et à l'Entreprise qui sont prévus respectivement dans la sous-section g de la section 4 de la partie XI et à l'article 13 de l'annexe IV de la Convention, tout État Partie au présent Protocole accorde à l'Autorité et à ses organes, aux représentants des membres de l'Autorité, aux fonctionnaires de l'Autorité et aux experts en mission pour le compte de l'Autorité les privilèges et immunités spécifiés dans le présent Protocole.

Article 3

PERSONNALITÉ JURIDIQUE DE L'AUTORITÉ

1. L'Autorité possède la personnalité juridique internationale. Elle a la capacité :

a) De contracter;

b) D'acquérir et d'aliéner des biens mobiliers et immobiliers;

c) D'ester en justice.

Article 4

INVIOLABILITÉ DES LOCAUX DE L'AUTORITÉ

Les locaux de l'Autorité sont inviolables.

Article 5

FACILITÉS D'ORDRE FINANCIER ACCORDÉES À L'AUTORITÉ

1. Sans être astreinte à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financier, l'Autorité peut librement :

a) Acheter toutes monnaies par les voies autorisées, les détenir et en disposer;

b) Détenir des fonds, des valeurs, de l'or, des métaux précieux ou des devises quelconques et avoir des comptes dans n'importe quelle monnaie;

c) Transférer ses fonds, ses valeurs, son or ou ses devises d'un pays dans un autre ou à l'intérieur d'un pays quelconque et convertir toutes devises détenues par elle en toute autre monnaie.

2. Dans l'exercice des droits qui lui sont accordés aux termes du paragraphe 1 du présent article, l'Autorité tient dûment compte de toutes représentations pouvant lui être faites par le gouvernement de l'un ou

l'autre de ses membres, dans la mesure où elle estime pouvoir y donner suite sans nuire à ses intérêts.

Article 6

DRAPEAU ET EMBLÈME

L'Autorité a le droit d'arborer son drapeau et son emblème sur ses locaux et sur ses véhicules officiels.

Article 7

REPRÉSENTANTS DES MEMBRES DE L'AUTORITÉ

1. Les représentants des membres de l'Autorité aux réunions convoquées par celle-ci jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leur voyage à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges et immunités ci-après :

a) L'immunité de juridiction pour leurs paroles, leurs écrits et tous les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions, sauf dans la mesure où le membre qu'ils représentent y renonce expressément dans un cas particulier;

b) L'immunité d'arrestation ou de détention et les mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles accordées aux agents diplomatiques;

c) L'inviolabilité de tous papiers et documents;

d) Le droit de faire usage de codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courrier ou par valise scellée;

e) L'exemption, pour eux-mêmes et leur conjoint, de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration, de toutes formalités d'enregistrement des étrangers ou de toutes obligations de service national dans l'État où ils se rendent ou par lequel ils transitent dans l'exercice de leurs fonctions;

f) Les mêmes facilités en ce qui concerne leurs opérations de change que celles accordées aux représentants de gouvernements étrangers de rang comparable en mission officielle temporaire.

2. En vue d'assurer aux représentants des membres de l'Autorité une liberté de parole et une indépendance complètes dans l'exercice de leurs fonctions, l'immunité de juridiction pour tous les actes accomplis par eux dans le cadre desdites fonctions continue à leur être accordée même lorsqu'ils ont cessé de représenter un membre de l'Autorité.

3. Aux fins de toute forme d'imposition subordonnée à la résidence. les périodes pendant lesquelles les représentants des membres de l'Autorité aux réunions convoquées par celle-ci se trouvent sur le territoire d'un membre de l'Autorité pour l'exercice de leurs fonctions ne sont pas considérées comme des périodes de résidence.

4. Les privilèges et immunités sont accordés aux représentants des membres de l'Autorité non pour leur avantage personnel mais afin de garantir leur indépendance dans l'exercice des fonctions qu'ils remplissent auprès de l'Autorité. Par conséquent, tout membre de l'Autorité a le droit et le devoir de lever l'immunité de son représentant dans tous les cas où, à son avis, celle-ci empêcherait que justice soit faite et peut être levée sans nuire au but pour lequel elle a été accordée.

5. Les représentants des membres de l'Autorité sont tenus d'avoir pour tous véhicules qu'ils possèdent ou utilisent l'assurance de responsabilité civile exigée par les lois et règlements de l'État dans lequel les véhicules sont utilisés.

6. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne sont pas opposables aux autorités du membre de l'Autorité dont l'intéressé est ressortissant ou dont il est ou a été le représentant.

Article 8

FONCTIONNAIRES

1. Le Secrétaire général fixe les catégories de fonctionnaires auxquels s'appliquent les dispositions du paragraphe 2 du présent article. Il en soumet la liste à l'Assemblée et en donne ensuite communication aux

gouvernements de tous les membres de l'Autorité. Les noms des fonctionnaires compris dans ces catégories sont communiqués périodiquement aux gouvernements des membres de l'Autorité.

2. Les fonctionnaires de l'Autorité, quelle que soit leur nationalité, jouissent des privilèges et immunités ci-après :

a) L'immunité de juridiction pour leurs paroles, leurs écrits et tous les actes accomplis par eux en leur qualité officielle;

b) L'immunité d'arrestation ou de détention pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle;

c) L'exemption d'imposition sur les traitements et émoluments qu'ils perçoivent de l'Autorité ou sur toute autre forme de versement qui leur est fait par celle-ci;

d) L'exemption de toutes obligations relatives au service national, étant toutefois entendu que la présente disposition n'est opposable aux États dont ils sont ressortissants que pour les fonctionnaires de l'Autorité dont le nom a été inscrit, en raison de leurs fonctions, sur une liste établie par le Secrétaire général et approuvée par l'État concerné; pour les autres fonctionnaires de l'Autorité, en cas d'appel au service national, l'État concerné accorde, à la demande du Secrétaire général, le sursis nécessaire pour éviter que l'intéressé n'ait à interrompre des tâches essentielles;

e) L'exemption, pour eux-mêmes, leur conjoint et les membres de leur famille à leur charge, de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration et de toutes formalités d'enregistrement des étrangers;

f) Les mêmes privilèges et facilités de change que ceux accordés aux fonctionnaires d'un rang comparable appartenant aux missions diplomatiques accréditées auprès des gouvernements concernés;

g) Le droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonctions dans le pays concerné;

h) L'exemption d'inspection de leurs bagages personnels, à moins qu'il n'existe des motifs sérieux de croire que ceux-ci contiennent des articles qui ne sont pas destinés à un usage personnel ou des articles

dont l'importation ou l'exportation est interdite par la législation ou soumise aux règlements de quarantaine de la partie concernée; en pareil cas, l'inspection se fait en présence du fonctionnaire, et s'il s'agit de bagages officiels, en présence du Secrétaire général ou de son représentant autorisé;

i) En période de crise internationale, les mêmes facilités de rapatriement, pour eux-mêmes, leur conjoint et les membres de leur famille à leur charge, que celles qui sont accordées aux agents diplomatiques.

3. En sus des privilèges et immunités spécifiés au paragraphe 2, le Secrétaire général ou tout fonctionnaire qui le remplace en son absence et le Directeur général de l'Entreprise ainsi que leur conjoint et leurs enfants mineurs jouissent des mêmes privilèges, immunités, exemptions et facilités que ceux qui sont accordés aux agents diplomatiques, conformément au droit international.

4. Les privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires non pour leur avantage personnel mais afin de garantir leur indépendance dans l'exercice des fonctions qu'ils remplissent auprès de l'Autorité. Le Secrétaire général a le droit et le devoir de lever l'immunité de tout fonctionnaire lorsque, à son avis, celle-ci empêcherait que justice soit faite, et peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Autorité. S'agissant du Secrétaire général, c'est l'Assemblée qui a qualité pour prononcer la levée des immunités.

5. L'Autorité collabore à tout moment avec les autorités compétentes de ses membres en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités et facilités visés dans le présent article.

6. Les fonctionnaires de l'Autorité sont tenus d'avoir pour tous véhicules qu'ils possèdent ou utilisent l'assurance de responsabilité civile exigée par les lois et règlements de l'État concerné.

Article 9

EXPERTS EN MISSION POUR LE COMPTE DE L'AUTORITÉ

1. Les experts (autres que les fonctionnaires visés à l'article 8), lorsqu'ils accomplissent une mission pour l'Autorité, jouissent, pendant la durée de cette mission, y compris le temps de voyage, des privilèges et immunités requis pour exercer leurs fonctions en toute indépendance. Ils jouissent en particulier des privilèges et immunités ci-après :

a) L'immunité d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels;

b) L'immunité totale de juridiction pour leurs paroles, leurs écrits et les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions. Cette immunité continue à leur être accordée même lorsqu'ils ont cessé d'effectuer des missions pour l'Autorité;

c) L'inviolabilité de tous papiers et documents;

d) Le droit, pour leurs communications avec l'Autorité, de faire usage de codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courrier ou par valise scellée;

e) L'exemption d'imposition sur les traitements et émoluments qu'ils perçoivent de l'Autorité ou sur toute autre forme de versement qui leur est fait par celle-ci. La présente disposition n'est pas opposable au membre de l'Autorité dont l'intéressé est ressortissant;

f) Les mêmes facilités monétaires ou de change que celles qui sont accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

2. Les privilèges et immunités sont accordés aux experts non pour leur avantage personnel mais afin de garantir leur indépendance dans l'exercice des fonctions qu'ils remplissent auprès de l'Autorité. Le Secrétaire général a le droit et le devoir de lever l'immunité de tout expert lorsque, à son avis, celle-ci empêcherait que justice soit faite, et peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Autorité.

Article 10

RESPECT DES LOIS ET RÈGLEMENTS

Sans préjudice de leurs privilèges et immunités, toutes les personnes visées aux articles 7, 8 et 9 sont tenues de respecter les lois et règlements du membre de l'Autorité sur le territoire duquel elles se trouvent ou par le territoire duquel elles transitent au service de l'Autorité. Elles sont également tenues de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires intérieures de ce membre.

Article 11

LAISSEZ-PASSER ET VISAS

1. Sans préjuger de la possibilité que l'Autorité délivre ses propres documents de voyage, les États Parties au présent Protocole reconnaissent et acceptent les laissez-passer des Nations Unies délivrés aux fonctionnaires de l'Autorité.

2. Lorsque des visas sont nécessaires, il est donné suite dans les meilleurs délais aux demandes déposées par des fonctionnaires de l'Autorité; les demandes déposées par des fonctionnaires de l'Autorité titulaires d'un laissez-passer des Nations Unies doivent être accompagnées d'une attestation certifiant que ceux-ci voyagent officiellement au service de l'Autorité.

Article 12

RAPPORTS ENTRE L'ACCORD DE SIÈGE ET LE PROTOCOLE

Les dispositions du présent Protocole complètent celles de l'Accord de siège. Dans la mesure où une disposition du présent Protocole et une disposition de l'Accord de siège portent sur le même sujet, les deux dispositions sont, chaque fois que possible, considérées comme complémentaires, de sorte qu'elles soient toutes deux applicables et qu'aucune d'elles n'ait sur l'autre un effet restrictif; toutefois, en cas de conflit, ce sont les dispositions de l'Accord de siège qui l'emportent.

Article 13

ACCORDS ADDITIONNELS

Le présent Protocole ne remet en cause ni ne restreint en rien les privilèges et immunités que l'Autorité a pu obtenir, ou qu'elle pourrait obtenir par la suite, d'un de ses membres en raison de l'implantation de son siège ou de centres ou bureaux régionaux sur le territoire de ce dernier. Il n'interdit pas la conclusion d'accords additionnels entre l'Autorité et l'un ou l'autre de ses membres.

Article 14

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

1. Concernant la mise en pratique des privilèges et immunités accordés en vertu du présent Protocole, l'Autorité prend des dispositions appropriées en vue du règlement satisfaisant :

a) Des différends de droit privé auxquels elle est partie;

b) Des différends mettant en cause tout fonctionnaire de l'Autorité ou tout expert en mission pour le compte de l'Autorité qui en raison de ses fonctions officielles jouit de l'immunité, si celle-ci n'a pas été levée par le Secrétaire général.

2. Tout différend entre l'Autorité et l'un de ses membres concernant l'interprétation ou l'application du présent Protocole qui n'est pas réglé par voie de consultation ou de négociation ou par un autre mode convenu de règlement des différends dans les trois mois suivant le dépôt d'une demande par l'une des parties au différend est renvoyé, à la demande de l'une ou l'autre des parties, devant un collège de trois arbitres dont la sentence sera définitive et contraignante :

a) L'un des arbitres devant être désigné par le Secrétaire général, un deuxième devant être désigné par l'autre partie au différend et le troisième, qui assurera la présidence, devant être choisi par les deux premiers arbitres;

b) Si l'une ou l'autre des parties n'a pas désigné d'arbitre dans les deux mois suivant la désignation d'un arbitre par l'autre partie, le

Président du Tribunal international du droit de la mer procède à la désignation. Si les deux premiers arbitres ne parviennent pas à s'accorder sur le choix du troisième arbitre dans les trois mois suivant leur désignation, le Président du Tribunal international du droit de la mer choisit le troisième arbitre à la demande du Secrétaire général ou de l'autre partie au différend.

Article 15

SIGNATURE

Le présent Protocole sera ouvert à la signature de tous les membres de l'Autorité au siège de l'Autorité internationale des fonds marins à Kingston (Jamaïque) du 17 au 28 août 1998, puis au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York jusqu'au 16 août 2000.

Article 16

RATIFICATION

Le présent Protocole est soumis à ratification, approbation ou acceptation. Les instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 17

ADHÉSION

Le présent Protocole restera ouvert à l'adhésion de tous les membres de l'Autorité. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 18

ENTRÉE EN VIGUEUR

1. Le présent Protocole entrera en vigueur 30 jours après la date de dépôt du dixième instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion.

2. Pour chaque membre de l'Autorité qui le ratifiera, l'approuvera, l'acceptera ou y adhérera après le dépôt du dixième instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion, le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour suivant la date de dépôt de l'instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion.

Article 19

APPLICATION PROVISOIRE

Tout État qui a l'intention de ratifier, d'approuver ou d'accepter le présent Protocole ou d'y adhérer pourra, à tout moment, aviser le dépositaire qu'il l'appliquera à titre provisoire pendant une période ne pouvant excéder deux ans.

Article 20

DÉNONCIATION

1. Tout État Partie pourra dénoncer le présent Protocole par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de la notification, à moins que celle-ci n'indique une date ultérieure.

2. En cas de dénonciation, tout État Partie demeurera tenu de s'acquitter de toute obligation prévue dans le présent Protocole à laquelle l'astreint le droit international indépendamment du Protocole.

Article 21

DÉPOSITAIRE

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sera le dépositaire du présent Protocole.

Article 22

TEXTES FAISANT FOI

Les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe du présent Protocole font également foi.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le Protocole.

OUVERT À LA SIGNATURE à Kingston du dix-sept au vingt-huit août mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, en un seul original établi dans les langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe.

Traduzione non ufficiale

PROTOCOLLO SUI PRIVILEGI E LE IMMUNITA' DELL'AUTORITA' INTERNAZIONALE DEI FONDI MARINI

Gli Stati Parti al presente Protocollo

Considerando che la Convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare istituisce l'Autorità internazionale dei fondi marini

Ricordando che l'articolo 176 della Convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare stabilisce che l'Autorità ha personalità giuridica internazionale e che ha la capacità giuridica richiesta per esercitare le sue funzioni e conseguire i suoi scopi.

Rilevando che l'articolo 177 della Convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare dispone che l'Autorità gode, sul territorio di ciascuno Stato Parte della Convenzione, dei privilegi e delle immunità previste nella sotto-sezione G della sezione 4 della parte XI della Convezione e che i privilegi e le immunità relative all'Ente sono previsti all'articolo 13 dell'Annesso IV,

Considerando che sono necessari privilegi ed immunità addizionali affinché l'Autorità internazionale dei fondi marini possa esercitare le sue funzioni,

Hanno convenuto quanto segue

Articolo primo

USO DEI TERMINI

Ai fini del presente Accordo:

a) Per <<Autorità>> s'intende l'Autorità internazionale dei fondi marini;

b) Per <<Convenzione>> s'intende la Convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare del 10 dicembre 1982;

c) Per <<Accordo>> s'intende l'Accordo relativo all'applicazione della parte XI della Convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare del 10 dicembre 1982. In conformità all'Accordo, le disposizioni di quest'ultimo e quelle della parte IX della Convezione devono essere interpretate ed applicate insieme, come solo ed unico strumento; allo stesso modo andranno interpretati ed applicati il presente Protocollo ed i riferimenti alla Convenzione contenuti in detto Protocollo;

d) Per <<Ente>> s'intende l'organo dell'Autorità in tal modo designato nella Convenzione;

e) Per <<membro dell'Autorità>> s'intende:

- Ogni Stato Parte alla Convenzione; e

- Ogni Stato o ente membro dell'Autorità a titolo provvisorio in attuazione del paragrafo 12 capoverso a) della sezione 1 dell'annesso dell'Accordo;

f) Per <<rappresentanti>> s'intendono i rappresentanti, i rappresentanti sostituiti, i consiglieri, gli esperti tecnici ed i segretari delle delegazioni;

g) Per <<Segretario generale>> s'intende il Segretario generale dell'Autorità internazionale dei fondi marini.

Articolo 2

DISPOSIZIONI GENERALI

Fatto salvo lo statuto giuridico ed i privilegi e le immunità concesse all'Autorità e all'Ente, rispettivamente previsti nella sotto-sezione g della sezione 4 della parte XI ed all'articolo 13 dell'annesso IV della Convenzione, ogni Stato Parte del presente Protocollo concede all'Autorità ed ai suoi organi, ai rappresentanti dei membri dell'Autorità, ai funzionari dell'Autorità ed agli esperti in missione per conto dell'Autorità, i privilegi e le immunità specificate nel presente Protocollo.

Articolo 3

PERSONALITA' GIURIDICA DELL'AUTORITA'

1. L'Autorità ha personalità giuridica internazionale. Essa ha la capacità:
   a) di contrattare;
   b) di acquisire e di alienare beni mobili ed immobili;
   c) di avere legittimazione processuale.

Articolo 4

AGEVOLAZIONI DI TIPO FINANZIARIO CONCESSE ALL'AUTORITA'

1. Senza essere vincolata da alcun controllo, regolamentazione o moratoria finanziaria, l'Autorità può liberamente:
   a) Acquistare qualsiasi moneta per mezzo delle vie autorizzate, detenerle e disporne;
   b) Detenere fondi, valori oro, metalli preziosi o valute da un paese all'altro, o all'interno di qualsiasi paese e convertire tutte le valute che detiene in qualsiasi altra moneta.
2. Nell'esercizio dei diritti che le sono concessi ai sensi del paragrafo 1 del presente articolo, l'Autorità tiene debitamente conto di qualsiasi questione eventualmente fatta valere dal governo di tale o talaltro dei suoi Membri, sempre che ritenga di poter darvi seguito senza nuocere ai propri interessi.

Articolo 6

BANDIERA ED EMBLEMA

L'autorità ha diritto d'inalberare la sua bandiera ed il suo emblema nei suoi locali e sui suoi veicoli ufficiali.

Articolo 7

RAPPRESENTANTI DEI MEMBRI DELL'AUTORITA'

1. I rappresentanti dei membri dell'Autorità alle riunioni convocate da quest'ultima, godono, nell'esercizio delle loro funzioni e durante il viaggio verso il luogo della riunione o in provenienza da questo luogo, dei seguenti privilegi ed immunità:
   a) immunità da qualsiasi forma di azione legale per le loro parole, scritti ed atti compiuti nell'esercizio delle loro funzioni, salvo se il membro che rappresentano vi rinuncia espressamente in un caso particolare;
   b) immunità da arresto o detenzione, e le stesse immunità ed agevolazioni per quanto riguarda il loro bagaglio personale, di quelle concesse agli agenti diplomatici;
   c) inviolabilità di tutta la documentazione e dei documenti personali;
   d) diritto di utilizzare codici e di ricevere documenti o corrispondenza per corriere o valigia sigillata;
   e) esenzione, per loro stessi e per il coniuge, da ogni misura restrittiva relativa all'immigrazione e dalle formalità di registrazione degli stranieri, nonché da qualsiasi obbligo relativo al servizio nazionale nello Stato in cui si recano, o in cui transitano nell'esercizio delle loro funzioni;
   f) le medesime agevolazioni, per quanto concerne le operazioni di cambio, di quelle concesse ai rappresentanti di governi esteri di rango paragonabile, in missione ufficiale temporanea.

2. In vista di assicurare ai rappresentanti dei membri dell'Autorità una completa libertà di parola ed una completa indipendenza nell'esercizio delle loro funzioni, l'immunità dalla giurisdizione per tutti gli atti da essi compiuti nell'ambito di tali funzioni, continua ad essere loro concessa anche quando hanno cessato di rappresentare un membro dell'Autorità.
3. Ai fini di qualsiasi forma d'imposizione fiscale subordinata alla residenza, per i periodi durante i quali i rappresentanti dei membri dell'Autorità che assistono alle riunioni convocate da quest'ultima, si trovano sul territorio di un membro dell'Autorità per l'esercizio delle loro funzioni, sono considerati come periodi di residenza.
4. I privilegi e le immunità sono concessi ai rappresentanti dei membri dell'Autorità, non a loro vantaggio personale, ma per garantire la loro indipendenza nell'esercizio delle funzioni che essi svolgono presso l'Autorità. Di conseguenza, ogni membro dell'Autorità ha il diritto ed il dovere di sospendere l'immunità del suo rappresentante in tutti i casi in cui a suo giudizio, l'immunità impedisce di fare giustizia e può essere sospesa senza nuocere allo scopo per il quale è stata concessa.
5. I rappresentanti dei membri dell'Autorità sono tenuti a sottoscrivere per tutti i veicoli di cui sono proprietari e che utilizzano, l'assicurazione di responsabilità civile prevista dalle leggi e dai regolamenti dello Stato in cui questi veicoli sono utilizzati.
6. Le disposizioni dei paragrafi 1, 2 e 3 non sono opponibili alle autorità del membro dell'Autorità di cui l'interessato è cittadino, o di cui è, o è stato rappresentante.

Articolo 8

FUNZIONARI

1. Il Segretario generale stabilisce le categorie di funzionari cui si applicano le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo. Esso sottopone la lista all'Assemblea, e la comunica in seguito ai governi di tutti i membri dell'Autorità. I nominativi dei funzionari inclusi in queste categorie sono periodicamente comunicati ai governi dei membri dell'Autorità.

2. I funzionari dell'Autorità, a prescindere dalla loro nazionalità, godono dei seguenti privilegi ed immunità:
   a) immunità da qualsiasi forma di azione legale per le loro parole, i loro scritti e tutti gli atti da essi compiuti nella loro qualifica ufficiale;
   b) immunità dall'arresto o dalla detenzione per gli atti da essi compiuti nella loro qualità ufficiale;
   c) esenzione da tassazione sugli stipendi e gli emolumenti che percepiscono dall'Autorità, o su qualsiasi altra forma di versamento ad essi corrisposto da quest'ultima;
   d) esenzione da ogni obbligo relativo al servizio nazionale, rimanendo tuttavia inteso che la presente disposizione è opponibile agli Stati di cui sono cittadini solo per quanto riguarda i funzionari dell'Autorità il cui nome è stato iscritto, per via delle loro funzioni in una lista compilata dal Segretario generale e approvata dallo Stato interessato; per gli altri funzionari dell'Autorità, in casi di chiamata al servizio nazionale, lo Stato interessato può concedere un rinvio, a richiesta del Segretario generale, per evitare che l'interessato debba interrompere mansioni essenziali;
   e) esenzione, per essi stessi, il coniuge ed i familiari a carico, da ogni misura restrittiva relativa all'immigrazione e da tutte le formalità di registrazione degli stranieri;
   f) stessi privilegi ed agevolazioni di cambio di quelle concesse ai funzionari di rango paragonabile, appartenenti alle rappresentanze diplomatiche accreditate presso i governi interessati;
   g) diritto d'importare in franchigia la loro mobilia ed i loro bagagli al momento dell'assunzione iniziale delle loro funzioni nel paese in questione;
   h) esenzione da qualsiasi ispezione dei bagagli personali, salvo se esistono motivi validi per ritenere che questi ultimi contengono articoli non destinati ad un uso personale, o articoli la cui importazione o esportazione è vietata dalla legge o dipende dalla regolamentazione dello Stato Parte interessato in materia di quarantena; in tal caso si procede all'ispezione in presenza del funzionario nonché, ove trattasi di bagagli ufficiali, in presenza del Segretario generale o del suo rappresentante autorizzato;
   i) in periodo di crisi internazionale, le stesse agevolazioni di rimpatrio, per loro stessi, il coniuge ed i familiari a carico, di quelle concesse agli agenti diplomatici.

3. Oltre ai privilegi ed alle immunità specificate al paragrafo 2, il Segretario generale o, in sua assenza, il funzionario che lo sostituisce, ed il Direttore generale dell'Ente, nonché il coniuge ed i figli minorenni, godono degli stessi privilegi, immunità, esenzioni ed agevolazioni di quelle concesse agli agenti diplomatici in conformità al diritto internazionale.
4. I privilegi e le immunità sono concessi ai funzionari non a loro vantaggio personale, ma per garantire la loro indipendenza nell'esercizio delle funzioni che essi svolgono presso l'Autorità. Il Segretario generale ha il diritto ed il dovere di sospendere l'immunità di qualsiasi funzionario quando a suo giudizio, tale immunità impedisce di fare giustizia e può essere sospesa senza nuocere agli interessi dell'Autorità. Ove si tratti del Segretario generale, l'Assemblea è competente a pronunciare la sospensione delle immunità.
5. L'Autorità collabora in ogni momento con le autorità competenti dei suoi membri in vista di facilitare una corretta amministrazione della giustizia, garantire l'osservanza dei regolamenti di polizia ed evitare qualsiasi abuso cui potrebbero dar luogo i privilegi, le immunità e le agevolazioni di cui nel presente articolo.
6. I funzionari dell'Autorità sono tenuti a sottoscrivere, per tutti i veicoli di cui sono proprietari o che utilizzano, l'assicurazione di responsabilità civile prevista dalle leggi e dai regolamenti dello Stato interessato.

Articolo 9

ESPERTI IN MISSIONE PER CONTO DELL'AUTORITA'

1. Gli esperti (diversi dai funzionari di cui all'articolo 8), quando compiono una missione per l'Autorità, godono durante tutta la missione, ivi compresa la durata del viaggio, dei privilegi e delle immunità richieste per esercitare le loro funzioni in piena indipendenza. In particolare, essi godono dei seguenti privilegi ed immunità:
   a) dell'immunità dall'arresto o dalla detenzione, e dal sequestro dei bagagli personali;
   b) dell'immunità totale dalla giurisdizione per le loro parole, i loro scritti e gli atti da essi compiuti nell'esercizio delle loro funzioni. Questa immunità sussiste anche se hanno cessato di effettuare missioni per l'Autorità;
   c) inviolabilità di tutta la documentazione e dei documenti personali;
   d) diritto, per le loro comunicazioni con l'Autorità, di utilizzare codici e di ricevere documenti o corrispondenza per corriere o valigia sigillata;
   e) esenzione da ogni imposizione fiscale sugli stipendi e gli emolumenti che percepiscono dall'Autorità o su ogni altra forma di versamento fatto da quest'ultima. La presente disposizione non è opponibile nei confronti del membro dell'Autorità di cui l'interessato è cittadino;
   f) stesse agevolazioni monetarie o di cambio di quelle concesse ai rappresentanti di governi esteri in missione ufficiale temporanea.

2. I privilegi e le immunità sono concessi agli esperti non a loro vantaggio personale ma per garantire la loro indipendenza nell'esercizio delle funzioni che svolgono presso l'Autorità. Il Segretario generale ha il diritto ed il dovere di sospendere l'immunità di qualsiasi funzionario quando, a suo giudizio, l'immunità impedisce di fare giustizia e può essere sospesa senza pregiudicare gli interessi dell'Autorità.

Articolo 10

OSSERVANZA DELLE LEGGI E DEI REGOLAMENTI

Fatti salvi i loro privilegi ed immunità, tutte le persone di cui agli articoli 7, 8 e 9 hanno l'obbligo di rispettare le leggi ed i regolamenti del membro dell'Autorità sul cui territorio si trovano, o sul cui territorio esse transitano al servizio dell'Autorità. Esse hanno altresì l'obbligo di non interferire negli affari interni di detto membro.

Articolo 11

LASCIAPASSARE E VISTI

1. Fatta salva la possibilità che l'Autorità rilasci i propri documenti di viaggio, gli Stati Parti del presente Protocollo riconoscono ed accettano i lasciapassare delle Nazioni Unite rilasciati ai funzionari dell'Autorità.
2. Quando occorrono dei visti, le relative domande sottoposte dai funzionari dell'Autorità sono trattate al più presto; le domande depositate da funzionari dell'Autorità titolari di un lasciapassare delle Nazioni Unite devono essere accompagnate da un certificato attestante che questi ultimi viaggiano ufficialmente al servizio dell'Autorità.

Articolo 12

RELAZIONI FRA L'ACCORDO DI SEDE ED IL PROTOCOLLO

Le disposizioni del presente Protocollo completano quelle dell'Accordo di sede. Quando una disposizione del presente Accordo ed una disposizione dell'Accordo di sede attengono al medesimo oggetto, le due disposizioni sono, ogni qualvolta ciò è possibile, considerate complementari, in modo che siano entrambe applicabili e che nessuna delle due abbia sull'altra un effetto limitativo; tuttavia, in caso di conflittualità, prevalgono le disposizioni dell'Accordo di sede.

Articolo 13

ACCORDI ADDIZIONALI

Il presente Protocollo non rimette in discussione, né limita in alcun modo i privilegi e le immunità che l'Autorità ha potuto ottenere, o che potrebbe in seguito ottenere da uno dei suoi membri in ragione dell'insediamento sul suo territorio di una sede o di centri o uffici regionali. Il presente Protocollo non osta alla conclusione di accordi addizionali fra l'Autorità e qualsiasi membro di quest'ultima.

Articolo 14

SOLUZIONE DELLE CONTROVERSIE

1. Relativamente all'attuazione pratica dei privilegi e delle immunità concesse in forza del presente Protocollo, l'Autorità adotta adeguate disposizioni in vista di una soluzione soddisfacente:
   a) delle controversie di diritto privato di cui è Parte;
   b) delle controversie implicanti qualsiasi funzionario dell'Autorità o esperto in missione per conto dell'Autorità, i quale beneficia dell'immunità in ragione delle sue funzioni ufficiali, se tale immunità non è stata abrogata dal segretario generale.

2. Ogni controversia fra l'Autorità ed uno dei suoi membri, relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente Protocollo, che non è stata risolta per via consultiva o negoziale, o con ogni altro mezzo convenuto per la soluzione delle controversie, è deferita, a domanda di una delle parti, ad un collegio di tre arbitri la cui sentenza darà definitiva e vincolante:
   a) uno degli arbitri dovrà essere designato dal Segretario generale, il secondo dall'altra parte della controversia ed il terzo, il quale presiederà, dai primi due arbitri;
   b) se una delle Parti non ha nominato un arbitro entro due mesi a decorrere dalla nomina di un arbitro ad opera dell'altra parte, il Presidente del Tribunale internazionale del diritto del mare procede alla designazione: Se i primi due arbitri non riescono ad intendersi sulla scelta del terzo arbitro nei tre mesi successivi alla loro designazione, il Presidente del Tribunale Internazionale del Diritto del Mare sceglie il terzo arbitro a richiesta del Segretario generale o dell'altra parte alla controversia.

Articolo 15

FIRMA

Il presente protocollo è aperto alla firma di tutti i membri dell'Autorità presso la sede dell'Autorità internazionale dei fondi marini a Kingston (Giamaica) dal 17 al 28 agosto 1998, e successivamente presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York fino al 16 agosto 2000.

Articolo 16

RATIFICA

Il presente Protocollo è sottoposto a ratifica, approvazione o accettazione. Gli strumenti di ratifica, di approvazione o di accettazione saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 17

ADESIONE

Il presente Protocollo rimarrà aperto all'adesione di tutti i membri dell'Autorità. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 18

ENTRATA IN VIGORE

1. Il presente Protocollo entrerà in vigore 30 giorni dopo la data di deposito del decimo strumenti di ratifica, di approvazione, di accettazione o di adesione.
2. Per ciascun membro dell'Autorità che lo ratificherà, lo approverà, lo accetterà o vi aderirà dopo il deposito del decimo strumento di ratifica, di approvazione, di accettazione o di adesione, il presente Protocollo entrerà in vigore in trentesimo giorno successivo alla data di deposito dello strumenti di ratifica, di approvazione, di accettazione o di adesione.

Articolo 19

APPLICAZIONE PROVVISORIA

Ogni Stato che intende ratificare, approvare o accettare il presente protocollo o aderirvi, può in qualsiasi momento notificare al depositario che lo applicherà a titolo provvisorio per un periodo non superiore a due anni.

Articolo 20

DENUNCIA

1 Ogni Stato Parte può denunciare il presente Protocollo per mezzo di una notifica scritta indirizzata al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. La denunzia ha effetto un anno dopo la data di ricevimento della notifica, salvo se quest'ultima indica una data ulteriore.
2 In caso di denuncia, ogni Stato Parte rimarrà tenuto ad adempiere ad ogni obbligo previsto nel presente Protocollo, al quale in forza del diritto internazionale a prescindere dal Protocollo.

Articolo 21

DEPOSITARIO

Il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite è depositario del presente Protocollo.

Articolo 22

TESTI FACENTI FEDE

I testi del presente Protocollo in arabo, cinese, francese, russo e spagnolo del presente Protocollo fanno ugualmente fede.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti plenipotenziari, a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo.

APERTO ALLA FIRMA a Kingston dal diciassette al ventotto agosto millenovecentonovantotto, in un unico originale in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 6169):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (FINI) l'8 novembre 2005.
Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 23 novembre 2005 con pareri delle commissioni I, II, V, e VI.
Esaminato dalla III commissione il 20 dicembre 2005 e l'11 gennaio 2006.
Esaminato in aula il 16 gennaio 2006 e approvato il 19 gennaio 2006.

Senato della Repubblica (atto n. 3747):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 24 gennaio 2006 con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª e 6ª.
Esaminato dalla 3ª commissione il 25 gennaio 2006 ed il 14 febbraio 2006.
Esaminato in aula e approvato il 15 febbraio 2006.

06G0135

LEGGE 8 marzo 2006, n. **124.**

Modifiche alla legge 5 febbraio 1992, n. 91, concernenti il riconoscimento della cittadinanza italiana ai connazionali dell'Istria, di Fiume e della Dalmazia e ai loro discendenti.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Introduzione degli articoli 17-bis *e 17*-ter *nella legge 5 febbraio 1992, n. 91*

1. Dopo l'articolo 17 della legge 5 febbraio 1992, n. 91, sono inseriti i seguenti:

«Art. 17-*bis*. — *1.* Il diritto alla cittadinanza italiana è riconosciuto:

a) ai soggetti che siano stati cittadini italiani, già residenti nei territori facenti parte dello Stato italiano successivamente ceduti alla Repubblica jugoslava in forza del Trattato di pace firmato a Parigi il 10 febbraio 1947, reso esecutivo dal decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 28 novembre 1947, n. 1430, ratificato dalla legge 25 novembre 1952, n. 3054, ovvero in forza del Trattato di Osimo del 10 novembre 1975, reso esecutivo dalla legge 14 marzo 1977, n. 73, alle condizioni previste e in possesso dei requisiti per il diritto di opzione di cui all'articolo 19 del Trattato di pace di Parigi e all'articolo 3 del Trattato di Osimo;

b) alle persone di lingua e cultura italiane che siano figli o discendenti in linea retta dei soggetti di cui alla lettera *a)*.

Art. 17-*ter*. — *1.* Il diritto al riconoscimento della cittadinanza italiana di cui all'articolo 17-*bis* è esercitato dagli interessati mediante la presentazione di una istanza all'autorità comunale italiana competente per territorio in relazione alla residenza dell'istante, ovvero, qualora ne ricorrano i presupposti, all'autorità consolare, previa produzione da parte dell'istante di idonea documentazione, ai sensi di quanto disposto con circolare del Ministero dell'interno, emanata di intesa con il Ministero degli affari esteri.

2. Al fine di attestare la sussistenza dei requisiti di cui alla lettera *a)* del comma 1 dell'articolo 17-*bis*, all'istanza deve essere comuque allegata la certificazione comprovante il possesso, all'epoca, della cittadinanza italiana e della residenza nei territori facenti parte dello Stato italiano e successivamente ceduti alla Repubblica jugoslava in forza dei Trattati di cui al medesimo comma 1 dell'articolo 17-*bis*.

3. Al fine di attestare la sussistenza dei requisiti di cui alla lettera *b)* del comma 1 dell'articolo 17-*bis*, all'istanza deve essere comuque allegata la seguente documentazione:

a) i certificati di nascita attestanti il rapporto di discendenza diretta tra l'istante e il genitore o l'ascendente;

b) la certificazione storica, prevista per l'esercizio del diritto di opzione di cui alla lettera *a)* del comma 1 dell'articolo 17-*bis*, attestante la cittadinanza italiana del genitore dell'istante o del suo ascendente in linea retta e la residenza degli stessi nei territori facenti parte dello Stato italiano e successivamente ceduti alla Repubblica jugoslava in forza dei Trattati di cui al medesimo comma 1 dell'articolo 17-*bis*;

c) la documentazione atta a dimostrare il requisito della lingua e della cultura italiane dell'istante».

2. La circolare di cui all'articolo 17-*ter*, comma 1, della legge 5 febbraio 1992, n. 91, introdotto dal comma 1 del presente articolo, è emanata entro sessanta giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge.

Art. 2.

Disposizione finanziaria

1. Dall'attuazione della presente legge non devono derivare nuovi o maggiori oneri a carico della finanza pubblica.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 8 marzo 2006

CIAMPI

BERLUSCONI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

Visto, *il Guardasigilli:* CASTELLI

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2337):

Presentato dall'on. PERETTI il 13 febbraio 2002.

Assegnato alla I commissione (Affari costituzionali), in sede referente, il 3 giugno 2002 con pareri delle commissioni III e V.

Esaminato dalla I commissione (Affari costituzionali), in sede referente, il 25 novembre 2004; il 2, 14, 16 dicembre 2004; il 24 maggio 2005; il 14, 22 giugno 2005; il 5, 12, 13 luglio 2005.

Assegnato nuovamente alla I commissione (Affari costituzionali), in sede legislativa, il 26 luglio 2005 con pareri delle commissioni III e V.

Esaminato dalla I commissione, in sede legislativa il 27 luglio 2005 ed approvato il 28 luglio 2005 in un testo unificato con atti n. 3208 (on. BENVENUTO); n. 5199 (on. BUONTEMPO ed altri); n. 5691 (on. MENIA); n. 5791 (on. ROSATO ed altri).

Senato della Repubblica (atto n. 3582):

Assegnato alla 1ª commissione (Affari costituzionali), in sede deliberante, l'8 settembre 2005 con pareri delle commissioni 3ª e 5ª.

Esaminato dalla 1ª commissione (Affari costituzionali), in sede deliberante, il 21 e 22 settembre 2005.

Assegnato nuovamente alla 1ª commissione (Affari costituzionali), in sede referente, il 22 settembre 2005 con pareri delle commissioni 3ª e 5ª.

Esaminato dalla 1ª commissione (Affari costituzionali), in sede referente, il 27 settembre 2005.

Assegnato nuovamente alla 1ª commissione (Affari costituzionali), in sede deliberante, il 23 novembre 2005 con pareri delle commissioni 3ª e 5ª.

Esaminato dalla 1ª commissione, in sede deliberante, il 14 dicembre 2005 ed approvato, con modificazioni, il 9 febbraio 2006.

Camera dei deputati (atto n. 2337-3208-5199-5691-5791-B):

Assegnato alla I commissione (Affari costituzionali), in sede legislativa, il 9 febbraio 2006.

Esaminato dalla I commissione, in sede legislativa, ed approvato il 9 febbraio 2006.

N O T E

AVVERTENZA:

Il testo delle note qui pubblicato è stato redatto dall'amministrazione competente per materia, ai sensi dell'art. 10, comma 3, del testo unico delle disposizioni sulla promulgazione delle leggi, sull'emanazione dei decreti del Presidente della Repubblica e sulle pubblicazioni ufficiali della Repubblica italiana, approvato con D.P.R. 28 dicembre 1985, n. 1092, al solo fine di facilitare la lettura delle disposizioni di legge alle quali è operato il rinvio. Restano invariati il valore l'efficacia degli atti legislativi qui trastritti.

— Legge recante «Modifiche alla legge 5 febbraio 1992, n. 91, concernenti il riconoscimento della cittadinanza italiana ai connazionali dell'Istria, di Fiume e della Dalmazia e loro discendenti».

Nota al titolo:

— La legge 5 febbraio 1992, n. 91 (Nuove norme sulla cittadinanza) è pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* 15 febbraio 1992, n. 38.

Note all'art. 1:

— Per completezza di informazione, si riporta il testo dell'art. 19 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 28 novembre 1947, n. 1430, recante «Esecuzione del Trattato di pace fra l'Italia e le Potenze Alleate ed associate, firmato a Parigi il 10 febbraio 1947» (pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* 24 dicembre 1947, n. 295) reso esecutivo dalla legge 25 novembre 1952, n. 3054, che reca «Ratifica del decreto legislativo 28 novembre 1947, n. 1430, concernente esecuzione del Trattato di pace fra l'Italia e le Potenze alleate ed associate, firmato a Parigi il 10 febbraio 1947» (pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* 14 gennaio 1953, n. 10):

«Art. 19. — 1. I cittadini italiani che, al 10 giugno 1940, erano domiciliati in territorio ceduto dall'Italia ad un altro Stato per effetto del presente Trattato, ed i loro figli nati dopo quella data diverranno, sotto riserva di quanto dispone il paragrafo seguente, cittadini godenti di pieni diritti civili e politici dello Stato al quale il territorio viene ceduto, secondo le leggi che a tale fine dovranno essere emanate dallo Stato medesimo entro tre mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato. Essi perderanno la loro cittadinanza italiana al momento in cui diverranno cittadini dello Stato subentrante.

2. Il Governo dello Stato al quale il territorio è trasferito, dovrà disporre, mediante appropriata legislazione entro tre mesi dall'entrata in vigore del presente Trattato, perché tutte le persone di cui al paragrafo 1, di età superiore ai diciotto anni (e tutte le persone coniugate, siano esse al disotto od al disopra di tale età) la cui lingua usuale è l'italiano, abbiano facoltà di optare per la cittadinanza italiana entro il termine di un anno dall'entrata in vigore del presente Trattato. Qualunque persona che opti in tal senso conserverà la cittadinanza italiana e non si considererà avere acquistato la cittadinanza dello Stato al quale il territorio viene trasferito. L'opzione esercitata dal marito non verrà considerata opzione da parte della moglie. L'opzione esercitata dal padre, o se il padre non è vivente, dalla madre, si estenderà tuttavia automaticamente a tutti i figli non coniugati, di età inferiore ai diciotto anni.

3. Lo Stato al quale il territorio è ceduto potrà esigere che coloro che si avvalgono dell'opzione, si trasferiscano in Italia entro un anno dalla data in cui l'opzione venne esercitata.

4. Lo Stato al quale il territorio è ceduto dovrà assicurare, conformemente alle sue leggi fondamentali, a tutte le persone che si trovano nel territorio stesso, senza distinzione di razza, sesso, lingua o religione, il godimento dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, ivi comprese la libertà di espressione, di stampa e di diffusione, di culto, di opinione politica, e di pubblica riunione.».

— Per completezza di informazione, si riporta il testo dell'art. 3 del Trattato di Osimo del 10 novembre 1975, reso esecutivo dalla legge 14 marzo 1977, n. 73, recante «Ratifica ed esecuzione del trattato tra la Repubblica italiana e la Repubblica socialista federativa di Jugoslavia, con allegati, nonché dell'accordo tra le stesse Parti, con allegati, dell'atto finale e dello scambio di note, firmati ad Osimo (Ancona) il 10 novembre 1975» e pubblicata nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* 21 marzo 1977, n. 77:

«Art. 3. — La cittadinanza delle persone che alla data del 10 giugno 1940 erano cittadini italiani ed avevano la loro residenza permanente sul territorio di cui all'art. 21 del Trattato di Pace con l'Italia del 10 febbraio 1947, come pure la cittadinanza dei loro discendenti, nati dopo il 10 giugno 1940, è regolata rispettivamente dalla legge dell'una o dell'altra delle Parti, a seconda che la residenza delle suddette persone al momento dell'entrata in vigore del presente Trattato si trovi nel territorio dell'una o dell'altra delle Parti.

Le persone che fanno parte del gruppo etnico italiano e le persone che fanno parte del gruppo etnico iugoslavo alle quali si applicano le disposizioni del comma precedente avranno facoltà di trasferirsi rispettivamente nel territorio italiano e nel territorio jugoslavo, alle condizioni previste dallo scambio di lettere di cui all'Allegato VI del presente Trattato.

Per quanto riguarda le famiglie, verrà tenuto conto della volontà di ciascuno dei coniugi e, nel caso in cui questa fosse coincidente, non sarà tenuto conto dell'eventuale diversa appartenenza etnica dell'uno o dell'altro coniuge.

I figli minori seguiranno l'uno o l'altro dei loro genitori in conformità con la normativa di diritto privato applicabile in materia di separazione nel territorio dove i genitori hanno la loro residenza permanente al momento dell'entrata in vigore del presente Trattato.».

06G0149

DECRETI, DELIBERE E ORDINANZE MINISTERIALI

MINISTERO DELL'ECONOMIA E DELLE FINANZE

DECRETO 23 marzo 2006.

Riapertura delle operazioni di sottoscrizione dei certificati di credito del Tesoro «zero coupon», con decorrenza 30 settembre 2005 e scadenza 28 settembre 2007, undicesima e dodicesima tranche.

IL DIRETTORE GENERALE DEL TESORO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 30 dicembre 2003, n. 398, recante il testo unico delle disposizioni legislative e regolamentari in materia di debito pubblico, e, in particolare, l'art. 3, come modificato dall'art. 1, comma 380 della legge 23 dicembre 2005, n. 266 ove si prevede che il Ministro dell'economia e delle finanze è autorizzato, in ogni anno finanziario, ad emanare decreti cornice che consentano al Tesoro, fra l'altro, di effettuare operazioni di indebitamento sul mercato interno od estero nelle forme di prodotti e strumenti finanziari a breve, medio, e lungo termine, indicandone l'ammontare nominale, il tasso d'interesse o i criteri per la sua determinazione, la durata, l'importo minimo sottoscrivibile, il sistema di collocamento ed ogni altra caratteristica e modalità;

Visto il decreto ministeriale n. 899 del 4 gennaio 2006 emanato in attuazione dell'art. 3 del citato decreto del Presidente della Repubblica n. 398 del 2003, ove si definiscono gli obiettivi, i limiti e le modalità cui il Dipartimento del Tesoro dovrà attenersi nell'effettuare le operazioni finanziarie di cui allo stesso articolo, prevedendo che le operazioni stesse vengano disposte dal direttore generale del Tesoro o, per sua delega, dal direttore della Direzione II del Dipartimento del Tesoro;

Vista la determinazione n. 1259 del 5 gennaio 2006, con la quale il direttore generale del Tesoro ha delegato il direttore della Direzione seconda del Dipartimento del Tesoro a firmare i decreti e gli atti relativi alle operazioni suddette;

Visti, altresì, gli articoli 4 e 11 del ripetuto decreto del Presidente della Repubblica n. 398 del 2003, riguardanti la dematerializzazione dei titoli di Stato;

Visto il decreto ministeriale 17 aprile 2000, n. 143, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 130 del 6 giugno 2000, con cui è stato adottato il regolamento concernente la disciplina della gestione accentrata dei titoli di Stato;

Visto il decreto 23 agosto 2000, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 204 del 1° settembre 2000, con cui è stato affidato alla Monte Titoli S.p.A. il servizio di gestione accentrata dei titoli di Stato;

Visto il decreto ministeriale n. 43044 del 5 maggio 2004, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana n. 111 del 13 maggio 2004, recante disposizioni in caso di ritardo nel regolamento delle operazioni di emissione, concambio e riacquisto di titoli di Stato;

Vista la legge 23 dicembre 2005, n. 267, recante l'approvazione del bilancio di previsione dello Stato per l'anno finanziario 2006, ed in particolare il terzo comma dell'art. 2, con cui si è stabilito il limite massimo di emissione dei prestiti pubblici per l'anno stesso;

Considerato che l'importo delle emissioni disposte a tutto il 23 marzo 2006 ammonta, al netto dei rimborsi già effettuati, a 28.572 milioni di euro;

Visti i propri decreti in data 22 settembre, 21 ottobre, 22 dicembre 2005, 23 gennaio e 20 febbraio 2006 con i quali è stata disposta l'emissione delle prime dieci tranches dei certificati di credito del Tesoro «zero coupon» della durata di ventiquattro mesi («CTZ24») con decorrenza 30 settembre 2005 e scadenza 28 settembre 2007;

Ritenuto opportuno, in relazione alle condizioni di mercato, disporre l'emissione di una nona tranche dei suddetti certificati di credito del Tesoro «zero coupon»;

Visto il decreto legislativo 21 novembre 1997, n. 461, recante riordino della disciplina dei redditi di capitale e dei redditi diversi, ed in particolare l'art. 13, concernente disposizioni per la tassazione delle obbligazioni senza cedole;

Decreta:

Art. 1.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto del Presidente della Repubblica 30 dicembre 2003, n. 398, nonché del decreto ministeriale del 4 gennaio 2006, entrambi citati nelle premesse, è disposta l'emissione di una undicesima tranche di «CTZ-24», con decorrenza 30 settembre 2005 e scadenza 28 settembre 2007, fino all'importo massimo di 2.500 milioni di euro, di cui al decreto del 22 settembre 2005, altresì citato nelle premesse, recante l'emissione delle prime due tranches dei certificati stessi.

Per quanto non espressamente disposto dal presente decreto, restano ferme tutte le altre condizioni, caratteristiche e modalità di emissione stabilite dal citato decreto del 22 settembre 2005.

Art. 2.

Le offerte di ogni singolo operatore relative alla tranche di cui all'art. 1 del presente decreto, dovranno pervenire, con l'osservanza delle modalità indicate negli articoli 7 e 8 del citato decreto del 22 settembre 2005, entro le ore 11 del giorno 28 marzo 2006.

Le offerte non pervenute entro il suddetto termine non verranno prese in considerazione.

Successivamente alla scadenza del termine di presentazione delle offerte, verranno eseguite le operazioni d'asta, con le modalità di cui agli articoli 9, 10 e 11 del medesimo decreto del 22 settembre 2005.

Di tali operazioni verrà redatto apposito verbale.

Art. 3.

Non appena ultimate le operazioni di assegnazione di cui al precedente articolo, avrà inizio il collocamento della dodicesima tranche dei certificati, per un importo massimo del 10 per cento dell'ammontare nominale indicato all'art. 1 del presente decreto; tale tranche supplementare sarà riservata agli operatori «specialisti in titoli di Stato», individuati ai sensi dell'art. 3 del regolamento adottato con decreto ministeriale 13 maggio 1999, n. 219, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 159 del 9 luglio 1999, che abbiano partecipato all'asta della undicesima tranche con almeno una richiesta effettuata ad un prezzo non inferiore al «prezzo di esclusione». La tranche supplementare verrà assegnata con le modalità indicate negli articoli 12 e 13 del citato decreto del 22 settembre 2005, in quanto applicabili, e verrà collocata al prezzo di aggiudicazione determinato nell'asta relativa alla tranche di cui all'art. 1 del presente decreto.

Gli «specialisti» potranno partecipare al collocamento supplementare inoltrando le domande di sottoscrizione fino alle ore 15,30 del giorno 29 marzo 2006.

Le offerte non pervenute entro il suddetto termine non verranno prese in considerazione.

L'importo spettante di diritto a ciascuno «specialista» nel collocamento supplementare pari al rapporto fra il valore dei certificati di cui lo specialista è risultato aggiudicatario nelle ultime tre aste «ordinarie» dei «CTZ-24», ivi compresa quella di cui all'art. 1 del presente decreto, ed il totale complessivamente assegnato, nelle medesime aste, agli operatori ammessi a partecipare al collocamento supplementare.

Delle operazioni di collocamento di cui al presente articolo verrà redatto apposito verbale.

Art. 4.

Il regolamento dei certificati sottoscritti in asta e nel collocamento supplementare sarà effettuato dagli operatori assegnatari il 31 marzo 2006, al prezzo di aggiudicazione. A tal fine, la Banca d'Italia provvederà ad inserire le relative partite nel servizio di compensazione e liquidazione «EXPRESS II» con valuta pari al giorno di regolamento.

Il versamento all'entrata del bilancio statale del netto ricavo dell'emissione, sarà effettuato dalla Banca d'Italia il medesimo giorno 31 marzo 2006.

A fronte ditale versamento, la Sezione di Roma della Tesoreria provinciale dello Stato rilascerà apposita quietanza di entrata al bilancio dello Stato con imputazione al Capo X, capitolo 5100 (unità previsionale di base 6.4.1), art. 8.

In caso di ritardo nel regolamento dei titoli di cui al presente decreto, troveranno applicazione le disposizioni del decreto ministeriale del 5 maggio 2004, citato nelle premesse.

Art. 5.

L'onere per il rimborso dei certificati di cui al presente decreto, relativo all'anno finanziario 2007, farà carico ad appositi capitoli dello stato di previsione della spesa del Ministero dell'economia e delle finanze per l'anno stesso e corrispondenti al capitolo 9537 (unità previsionale di base 3.3.9.1) per l'importo pari al netto ricavo delle singole tranches ed al capitolo 2216 (unità previsionale di base 3.1.7.3) per l'importo pari alla differenza fra il netto ricavo e il valore nominale delle tranches stesse, dello stato di previsione per l'anno in corso.

L'ammontare della provvigione di collocamento prevista dall'art. 6 del citato decreto del 22 settembre 2005, sarà scritturato dalle Sezioni di Tesoreria fra i «pagamenti da regolare» e farà carico al capitolo 2247 (unità previsionale di base 3.1.7.5) dello stato di previsione della spesa del Ministero dell'economia e delle finanze per l'anno finanziario 2006.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 23 marzo 2006

p. *Il direttore generale:* CANNATA

06A03185

MINISTERO DELLE INFRASTRUTTURE E DEI TRASPORTI

DECRETO 20 febbraio 2006.

Limitazioni all'afflusso e alla circolazione dei veicoli sull'isola di Capri.

IL MINISTRO DELLE INFRASTRUTTURE E DEI TRASPORTI

Visto l'art. 8 del decreto legislativo 30 aprile 1992, 285, come modificato con decreto legislativo 10 settembre 1993, n. 360, concernente limitazioni all'afflusso ed alla circolazione stradale nelle piccole isole dove si trovano comuni dichiarati di soggiorno o di cura;

Vista la circolare n. 5222 dell'8 settembre 1999 con la quale sono state dettate le istruzioni relative all'applicazione del summenzionato art. 8 del decreto legislativo 30 aprile 1992, n. 285;

Considerato che ai sensi del predetto articolo spetta al Ministro delle infrastrutture e dei trasporti, sentite le regioni e i comuni interessati, la facoltà di vietare nei mesi di più intenso movimento turistico, l'afflusso e la circolazione nelle piccole isole di veicoli appartenenti a persone non facenti parte della popolazione stabile;

Vista la delibera della giunta del comune di Capri in data 15 novembre 2005 n. 331 concernente il divieto di afflusso e di circolazione sull'isola di Capri, degli autoveicoli, motoveicoli e ciclomotori, appartenenti a persone non facenti parte della popolazione stabilmente residente nei comuni di Capri e di Anacapri, compresi i veicoli appartenenti a proprietari di seconda casa;

Vista la delibera della giunta comunale di Anacapri in data 17 novembre 2005, n. 158 concernente il divieto di afflusso e di circolazione sull'isola di Capri, degli autoveicoli, motoveicoli e ciclomotori, appartenenti a persone non facenti parte della popolazione stabilmente residente nei comuni di Capri e Anacapri;

Vista la determinazione del coordinatore - Dirigente di settore F.F. dell'Azienda autonoma di cura, sog-

giorno e turismo di Capri in data 18 ottobre 2005, n. 110/D, concernente il divieto di afflusso e di circolazione sull'isola di Capri, degli autoveicoli, motoveicoli e ciclomotori, appartenenti a persone non facenti parte della popolazione stabilmente residente nei comuni di Capri e Anacapri, esclusi i veicoli appartenenti ai proprietari di seconda casa limitatamente al comune di Anacapri;

Vista la nota della Prefettura di Napoli prot. 4047 Gab.Urp del 1° febbraio 2006 con la quale si esprime parere favorevole all'emissione del decreto in questione;

Vista la nota 2843 del 5 ottobre 2005 e la nota di sollecito n. 253 del 14 febbraio 2006 con le quali si chiedeva alla regione Campania l'emissione del parere di competenza;

Considerato che il Tribunale amministrativo regionale della Campania, con ordinanza, registro generale 3795/99 e 37967/99 - accoglieva il ricorso del comune di Anacapri, riconoscendo valide le motivazioni per la deroga al divieto «in riferimento ai soggetti che, sebbene non residenti, sono proprietari di seconde case nel territorio comunale in quanto facenti parte della popolazione stabile»;

Ritenuto opportuno adottare i richiesti provvedimenti restrittivi della circolazione stradale per le ragioni espresse nei succitati atti;

Decreta:

Art. 1.

Divieto

Dal 1° aprile 2006 al 29 ottobre 2006 e dal 20 dicembre 2006 al 7 gennaio 2007, sono vietati l'afflusso e la circolazione sull'isola di Capri degli autoveicoli, motoveicoli e ciclomotori, appartenenti a persone non facenti parte della popolazione stabilmente residente nei comuni di Capri e Anacapri.

Art. 2.

Deroghe

Nel periodo di cui all'art. 1 sono concesse deroghe al divieto per i seguenti veicoli:

a) autoveicoli, motoveicoli e ciclomotori appartenenti a persone facenti parte della popolazione stabile, proprietari o che abbiano in godimento abitazioni ubicate nei comuni dell'isola, ma non residenti purché iscritti nei ruoli comunali della tassa per lo smaltimento dei rifiuti solidi urbani. Tale deroga è limitata ad un solo veicolo per nucleo familiare e i comuni dell'isola dovranno rilasciare un apposito contrassegno per il loro afflusso;

b) autoambulanze per servizio con foglio di accompagnamento, servizi di polizia, carri funebri e veicoli trasporto merci, di qualsiasi provenienza sempre che non in contrasto con le limitazioni alla circolazione vigenti sulle strade dell'isola e veicoli che trasportano merci ed attrezzature destinate ad ospedali, sulla base di apposita certificazione rilasciata dalla struttura sanitaria;

c) autoveicoli che trasportano invalidi, purché muniti dell'apposito contrassegno previsto dall'art. 381 del decreto del Presidente della Repubblica 16 dicembre 1992, n. 495, rilasciato da una competente autorità italiana o estera;

d) autoveicoli con targa estera, sempre che siano condotti dal proprietario o da un componente della famiglia del proprietario stesso, purché residenti all'estero, e autoveicoli con targa italiana noleggiati presso gli aeroporti condotti da turisti stranieri;

e) autoveicoli che trasportano materiale occorrente per manifestazioni turistiche culturali e sportive, previa autorizzazione rilasciata dal comune di Capri o di Anacapri;

f) autoveicoli di proprietà dell'amministrazione provinciale di Napoli condotti dagli agenti di vigilanza venatoria.

Art. 3.

Sanzioni

Chiunque viola i divieti di cui al presente decreto è punito con la sanzione amministrativa del pagamento di una somma da euro 357 a euro 1.433 così come previsto dal comma 2 dell'art. 8 del decreto legislativo 30 aprile 1992, n. 285, con gli aggiornamenti di cui al decreto del Ministro della giustizia in data 22 dicembre 2004, come arrotondati ai sensi dell'art. 195, comma 3-*bis* del sopra richiamato decreto legislativo 30 aprile 1992, n. 285.

Art. 4.

Autorizzazioni in deroga

Al Prefetto di Napoli è concessa la facoltà in caso di appurata e reale necessità ed urgenza, di concedere ulteriori autorizzazioni in deroga al divieto di sbarco sull'isola di Capri e di circolazione nei comuni di Capri ed Anacapri.

Art. 5.

Vigilanza

Il Prefetto di Napoli è incaricato della esecuzione e della assidua e sistematica sorveglianza sul rispetto dei divieti stabiliti con il presente decreto, per tutto il periodo considerato.

Roma, 20 febbraio 2006

Il Ministro: LUNARDI

Registrato alla Corte dei conti il 7 marzo 2006
Ufficio di controllo atti Ministeri delle infrastrutture ed assetto del territorio, registro n. 1, foglio n. 158

06A03160

DECRETO 20 febbraio 2006.

Limitazioni all'afflusso e alla circolazione dei veicoli nel comune di Isole Tremiti.

IL MINISTRO DELLE INFRASTRUTTURE E DEI TRASPORTI

Visto l'art. 8 del decreto legislativo 30 aprile 1992, n. 285, come modificato con decreto legislativo 10 settembre 1993 n. 360, concernente limitazioni all'afflusso ed alla circolazione stradale nelle piccole isole dove si trovano comuni dichiarati di soggiorno o di cura;

Vista la circolare n. 5222 dell'8 settembre 1999 con la quale sono state dettate le istruzioni relative all'applicazione del summenzionato art. 8 del decreto legislativo 30 aprile 1992, n. 285;

Considerato che ai sensi del predetto articolo spetta al Ministro delle infrastrutture e dei trasporti, sentite le regioni e i comuni interessati, la facoltà di vietare nei mesi di più intenso movimento turistico, l'afflusso e la circolazione nelle piccole isole di veicoli appartenenti a persone non facenti parte della popolazione stabilmente residente;

Vista la delibera della giunta municipale del comune di Isole Tremiti in data 21 ottobre 2005, n. 173;

Vista la nota n. 2843 del 5 ottobre 2005 e la nota di sollecito n. 118 del 27 gennaio 2006, con le quali si chiedeva alla regione Puglia l'emissione del parere di competenza;

Vista la nota dell'Ufficio territoriale del governo di Foggia prot. n. 900 Circ. e Traffico AREA IV del 22 ottobre 2005;

Vista la nota n. 8760 AREA IV-*bis* del 26 novembre 2005, con la quale l'Ufficio territoriale del governo di Campobasso ha espresso il proprio parere in merito;

Ritenuto opportuno adottare i richiesti provvedimenti restrittivi della circolazione stradale per le ragioni espresse nei succitati atti;

Decreta:

Art. 1.

Divieto

Dal 1º aprile 2006 al 24 settembre 2006 sono vietati l'afflusso e la circolazione nel territorio del comune di Isole Tremiti degli autoveicoli, motoveicoli e ciclomotori appartenenti a persone non facenti parte della popolazione stabilmente residente nel comune stesso.

Art. 2.

Divieto

Nel medesimo periodo il divieto di cui all'art. 1 è esteso sull'isola di San Domino a tutti gli autoveicoli di massa complessiva a pieno carico superiore a 26 t.

Art. 3.

Deroghe

Nel periodo di cui all'art. 1 sono concesse deroghe al divieto per i seguenti veicoli:

a) autoambulanze e veicoli delle forze dell'ordine;

b) autoveicoli che trasportano invalidi, purché muniti dell'apposito contrassegno previsto dall'art. 381 del decreto del Presidente della Repubblica 16 dicembre 1992, n. 495, rilasciato da una competente autorità italiana o estera;

c) autoveicoli per il trasporto di artisti e attrezzature per occasionali prestazioni di spettacolo, per convegni e manifestazioni culturali, previa autorizzazione rilasciata dall'amministrazione comunale di volta in volta secondo le necessità.

Art. 3.

Sanzioni

Chiunque viola i divieti di cui al presente decreto è punito con la sanzione amministrativa del pagamento di una somma da euro 357 a euro 1.433 così come previsto dal comma 2 dell'art. 8 del decreto legislativo 30 aprile 1992, n. 285, con gli aggiornamenti di cui al decreto del Ministro della giustizia in data 22 dicembre 2004, come arrotondati ai sensi dell'art. 195, comma 3-*bis* del sopra richiamato decreto legislativo 30 aprile 1992, n. 285.

Art. 4.

Autorizzazioni in deroga

Ai Prefetti di Foggia e Campobasso è concessa la facoltà, in caso di appurata e reale necessità ed urgenza, di concedere ulteriori autorizzazioni in deroga al divieto di sbarco sulle Isole Tremiti.

Art. 5.

Vigilanza

I Prefetti di Foggia e Campobasso sono incaricati della esecuzione e della assidua e sistematica sorveglianza sul rispetto dei divieti stabiliti con il presente decreto, per tutto il periodo considerato.

Roma, 20 febbraio 2006

Il Ministro: LUNARDI

Registrato alla Corte dei conti il 7 marzo 2006
Ufficio di controllo atti Ministeri delle infrastrutture ed assetto del territorio, registro n. 1, foglio n. 156

06A03161

DECRETO 20 febbraio 2006.

Limitazioni all'afflusso e alla circolazione dei veicoli sull'isola di Procida.

IL MINISTRO DELLE INFRASTRUTTURE E DEI TRASPORTI

Visto l'art. 8 del decreto legislativo 30 aprile 1992, n. 285, come modificato 10 settembre 1993, n. 360, concernente limitazioni all'afflusso ed alla circolazione stradale nelle piccole isole dove si trovano comuni dichiarati di soggiorno o di cura;

Vista la circolare n. 5222 dell'8 settembre 1999 con la quale sono state dettate le istruzioni relative all'applicazione del summenzionato art. 8 del decreto legislativo 30 aprile 1992, n. 285;

Considerato che ai sensi del predetto articolo compete al Ministro delle infrastrutture e dei trasporti, sentite le regioni ed i comuni interessati, la facoltà di vietare nei mesi di più intenso movimento turistico, l'afflusso e la circolazione di veicoli appartenenti a persone non facenti parte della popolazione stabile;

Vista la delibera della giunta municipale di Procida in data 9 dicembre 2005 n. 313 concernente il divieto di afflusso e di circolazione sull'isola di Procida degli autoveicoli, motoveicoli e ciclomotori appartenenti a persone non facenti parte della popolazione stabilmente residente sull'Isola;

Vista la nota n. 2843 del 5 ottobre 2005 e la nota di sollecito n. 11 del 13 gennaio 2006 con le quali si chiedeva all'Azienda autonoma di cura, soggiorno e turismo delle isole di Ischia e di Procida l'emissione del parere di competenza;

Vista la nota della Prefettura di Napoli prot. 4047 Gab.Urp del 1° febbraio 2006 con la quale si esprime parere favorevole all'emissione del decreto;

Vista la nota n. 2843 del 5 ottobre 2005 e la nota di sollecito n. 11 del 13 gennaio 2006 con le quali si chiedeva alla regione Campania l'emissione del parere di competenza;

Ritenuto opportuno adottare i richiesti provvedimenti restrittivi della circolazione stradale per le ragioni espresse nei succitati atti;

Decreta:

Art. 1.

Divieto

Dal 1° aprile 2006 al 24 settembre 2006 sono vietati l'afflusso e la circolazione sull'isola di Procida degli autoveicoli, motoveicoli e ciclomotori, appartenenti a persone non facenti parte della popolazione stabilmente residente sull'isola.

Art. 2.

Autorizzazione in deroga

Nel periodo menzionato all'art. 1 del presente decreto, sono concesse autorizzazioni in deroga al divieto per i seguenti veicoli:

a) autoveicoli, motoveicoli e ciclomotori con targa estera e autoveicoli, motoveicoli e ciclomotori di proprietà di soggetti non residenti nella regione Campania, sempre che siano condotti da persone non residenti in alcun comune della Campania che possono sbarcare e circolare sull'isola per raggiungere il luogo di destinazione. Essi dovranno rimanere in sosta nei luoghi di arrivo o in parcheggi privati. Per il libero transito sull'isola dovranno munirsi di specifico abbonamento alle aree di sosta in concessione ed esporre apposito contrassegno;

b) autoveicoli, motoveicoli e ciclomotori appartenenti ai proprietari di abitazioni ubicate nel territorio dell'isola che, pur non essendo residenti, risultino iscritti nei ruoli comunali della tassa per la nettezza urbana e possessori di posto auto o contrassegno di cui al punto «a»;

c) autoambulanze, veicoli delle forze dell'ordine, veicoli tecnici delle aziende erogatrici di pubblici servizi nell'isola, carri funebri e autoveicoli appartenenti al servizio ecologico dell'amministrazione provinciale di Napoli;

d) autoveicoli che trasportano invalidi, purché muniti dell'apposito contrassegno previsto dall'art. 381 del decreto del Presidente della Repubblica 16 dicembre 1992, n. 495, rilasciato da una competente autorità italiana o estera;

e) autoveicoli che trasportano artisti e materiale occorrente per manifestazioni turistiche, culturali e sportive, previa autorizzazione rilasciata dall'amministrazione comunale;

f) autovetture trainanti caravan o carrelli tenda, nonché autocaravan, che in ogni caso dovranno rimanere ferme, per tutto il periodo di divieto di cui all'art. 1, nel punto in cui hanno effettuato il primo parcheggio dopo lo sbarco;

g) veicoli destinati agli approvvigionamenti alimentari;

h) veicoli adibiti al trasporto di cose, limitatamente ai giorni feriali dal lunedì al venerdì.

Art. 3.

Al Prefetto di Napoli è concessa la facoltà, in caso di appurata e reale necessità ed urgenza, di concedere ulteriori deroghe al divieto di sbarco e di circolazione sull'isola di Procida.

Art. 4.

Sanzioni

Chiunque viola i divieti di cui al presente decreto è punito con la sanzione amministrativa del pagamento di una somma da euro 357 a euro 1.433 così come previsto dal comma 2 dell'art. 8 del decreto legislativo 30 aprile 1992, n. 285, con gli aggiornamenti di cui al decreto del Ministro della giustizia in data 22 dicembre 2004, come arrotondati ai sensi dell'art. 195, comma 3-*bis* del sopra richiamato decreto legislativo 30 aprile 1992, n. 285.

Art. 5.

Vigilanza

Il prefetto di Napoli è incaricato della esecuzione e della assidua e sistematica sorveglianza sul rispetto dei divieti stabiliti con il presente decreto, per tutto il periodo considerato.

Roma, 20 febbraio 2006

Il Ministro: LUNARDI

Registrato alla Corte dei conti il 7 marzo 2006
Ufficio di controllo atti Ministeri delle infrastrutture ed assetto del territorio, registro n. 1, foglio n. 157

06A03162

MINISTERO DELLE ATTIVITÀ PRODUTTIVE

DECRETO 21 febbraio 2006.

Modifiche e integrazioni al decreto ministeriale 11 marzo 2005 sulle modalità e condizioni per il rilascio delle omologazioni dell'apparecchio di controllo e delle carte tachigrafiche, nonché delle autorizzazioni per le operazioni di montaggio e riparazione.

IL MINISTRO DELLE ATTIVITÀ PRODUTTIVE

Visto il regolamento (CEE) n. 3821/85 del 20 dicembre 1985 del Consiglio relativo all'apparecchio di controllo nel settore dei trasporti su strada;

Visto i regolamento (CE) n. 2135/98 del 24 settembre 1998 del Consiglio che modifica il regolamento (CEE) n. 3821/85 e la direttiva 88/599/CEE concernente l'applicazione del regolamento (CEE) n. 3820/85 e del regolamento. (CEE) n. 3821/85;

Visto il regolamento (CE) n. 1360/2002 del 13 giugno 2002 della Commissione, che adegua per la settima volta al progresso tecnico il regolamento (CEE) n. 3821/85;

Vista la legge 29 dicembre 1993, n. 580, sul riordinamento delle camere di commercio, industria, artigianato e agricoltura, e in particolare l'art. 2;

Visto il decreto 31 ottobre 2003, n. 361 contenente disposizioni attuative del citato regolamento (CE) n. 2135/98 del Consiglio ed in particolare l'art. 3, comma 7;

Visto il decreto del Ministro delle attività produttive 11 marzo 2005, ed, in particolare, gli articoli 4 e 7;

Considerato che le procedure di cui agli articoli 6 e 7 del citato decreto 11 marzo 2005 comportano tempi tecnici non preventivabili che potrebbero ritardare le autorizzazioni ai centri tecnici;

Considerati, altresì, gli intendimenti della Commissione Europea circa il definitivo passaggio dai cronotachigrafi analogici ai cronotachigrafi digitali, al fine di consentire il definitivo avvio in Italia del sistema digitale mediante l'autorizzazione dei centri tecnici in grado di assicurare le attività di riparazione e di determinazione degli errori;

Acquisita l'intesa con l'Unione italiana delle camere di commercio, industria, artigianato è agricoltura di cui alla nota 3 febbraio 2006;

ADOTTA

il presente decreto:

Art. 1.

Incompatibilità

1. All'art. 4 del decreto del Ministro delle attività produttive 11 marzo 2005 è aggiunto il seguente comma:

«2. Il divieto di cui al comma 1 non opera nei confronti dei soci, dei dirigenti e del personale dei centri tecnici che partecipano ad imprese che svolgono attività di vendita di veicoli, cui è correlata una attività di trasporto e di locazione senza conducente di veicoli a terzi, a condizione che il centro tecnico non svolga interventi sui veicoli di proprietà dell'impresa di vendita cui è correlata l'attività di trasporto o di noleggio».

Art. 2.

Autorizzazione ai centri tecnici

1. Al comma 5 dell'art. 7 del decreto ministeriale 11 marzo 2005, dopo il primo periodo è aggiunto il seguente:

«Il possesso dei necessari requisiti di conoscenza tecnica di ciascun responsabile tecnico e di ciascun tecnico può essere altresì attestato, relativamente ai tachigrafi digitali di ciascun fabbricante, dalle Camere di commercio, industria, artigianato e agricoltura, conformemente agli indirizzi dettati dall'Unioncamere, anche mediante le proprie strutture ed infrastrutture di interesse economico generale, comprese le loro aziende speciali, le cui sedi siano accreditate allo svolgimento di attività di formazione alle imprese secondo la legislazione regionale».

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 21 febbraio 2006

Il Ministro: SCAJOLA

Registrato alla Corte dei conti il 16 mrzo 2006
Ufficio di controllo atti Ministeri delle attività produttive, registro n. 1, foglio n. 342

06A03150

MINISTERO DELLA SALUTE

DECRETO 21 febbraio 2006.

Nomina degli ispettori preposti alla vigilanza sulle sostanze e preparati pericolosi.

IL MINISTRO DELLA SALUTE

Visto l'art. 28 del decreto legislativo 3 febbraio 1997, n. 52, di attuazione della direttiva 92/32/CEE concernente classificazione, imballaggio ed etichettatura delle sostanze pericolose;

Visto il decreto legislativo 14 marzo 2003, n. 65, di attuazione delle direttive 1999/45/CE e 2001/60/CE relative alla classificazione, all'imballaggio e all'etichettatura dei preparati pericolosi;

Vista la circolare del Ministro della sanità del 12 settembre 2000, n. 13, sull'attività di vigilanza nel settore delle sostanze chimiche pericolose e dei relativi preparati, cooperazione tra amministrazione centrale ed autorità locali;

Vista la nota DGFDM/9/28793/I.S.h.c del 23 settembre 2005 della Direzione generale dei farmaci e dispositivi medici, di comunicazione del personale in servizio presso la medesima direzione, interessato alle attività ispettive;

Vista la nota DGVA.I/26978/P/I.5.h.c. del 21 luglio 2005 della Direzione generale della sanità veterinaria e

degli alimenti di comunicazione del personale in servizio presso la medesima direzione, interessato alle attività ispettive;

Vista la nota 34751/PRE 4 del 25 luglio 2005 dell'Istituto superiore di sanità di comunicazione del personale in servizio presso il medesimo Istituto, interessato alle attività ispettive;

Visto il decreto dirigenziale 28 luglio 2005, della Direzione generale della prevenzione sanitaria di costituzione del gruppo tecnico per la vigilanza delle sostanze e preparati pericolosi;

Considerata la necessità di promuovere iniziative nell'ambito delle politiche europee sulla implementazione di dispositivi comunitari con particolare riguardo alle attività del CLEEN (Chemical Legislation European Enforcement Network);

Decreta:

Art. 1.

1. Le ispezioni delle realtà produttive, nonché delle Unità dedite all'importazione di sostanze e preparati pericolosi e loro articoli, sono effettuate da ispettori del Ministero della salute e dell'Istituto superiore di sanità ed eventualmente da esperti di altre amministrazioni pubbliche, inseriti nella seguente lista nazionale:

dott. Alessi Mariano, dirigente medico, Ministero della salute;

dott. Attias Leonello, ricercatore, l'Istituto superiore di sanità;

dott.ssa Apuzzo Germana, dirigente farmacista, Ministero della salute;

dott.ssa Capasso Monica, dirigente farmacista, Ministero della salute;

dott. Covino Lucio, dirigente farmacista, Ministero della salute;

dott. Consolino Antonio, dirigente chimico, Ministero della salute;

dott. Chiavoni Marcello, dirigente farmacista, Ministero della salute;

dott.ssa Cuomo Immacolata, dirigente farmacista, Ministero della salute;

dott.ssa Quaresima Emma Teresa, dirigente chimico, Ministero della salute;

dott.ssa Di Marzio Graziella, primo ricercatore, l'Istituto superiore di sanità;

dott.ssa Di Prospero Fanghella Paola, primo ricercercatore, Istituto superiore di sanità;

dott.ssa Fornarelli Laura, ricercatore, l'Istituto superiore di sanità;

dott. Izzo Paolo, ricercatore, Istituto superiore di sanità;

dott.ssa Marseglia Marisa, dirigente chimico, Ministero della salute;

dott.ssa Perrone Raffaella, dirigente farmacista, Ministero della salute;

dott. Pistolese Pietro, dirigente chimico, Ministero della salute;

dott.ssa Ricci Vittoria, collaboratore tecnico, enti di ricerca, l'Istituto superiore di sanità;

dott.ssa Rubbiani Maristella, primo ricercatore, l'Istituto superiore di sanità;

dott. Secchi Stefano, dirigente chimico, Ministero della salute;

dott. Strincone Marco, chimico, Ministero dell'ambiente;

dott.ssa Terzulli Giuseppina, dirigente farmacista, Ministero della salute;

dott.ssa Terracciano Maria, dirigente chimico, Ministero della salute.

2. I predetti ispettori, in qualsiasi momento, possono procedere ad ispezioni presso i luoghi di produzione, di deposito e vendita di sostanze chimiche pericolose e loro preparati, richiedere dati, informazioni e documenti e, ove necessario, prelevare campioni da sottoporre ad analisi e valutazioni presso i laboratori di propria competenza.

3. La designazione ha la durata di un anno ed è tacitamente rinnovabile.

Art. 2.

L'attività amministrativa e contabile è svolta dall'ufficio IV della Direzione generale della prevenzione sanitaria.

Art. 3.

Le spese per l'effettuazione delle ispezioni, effettuate dagli ispettori di cui all'art. 1, sono a carico del bilancio del Ministero della salute e gravano sul capitolo n. 4112 relativo alle notifiche delle nuove sostanze pericolose dello stesso Ministero della salute.

Roma, 21 febbraio 2006

Il Ministro: STORACE

06A03022

DECRETO 10 marzo 2006.

Revoca, su rinuncia, dell'autorizzazione all'immissione in commercio del prodotto fitosanitario Mirabo, registrato al n. 8186 a nome dell'impresa Magan Italia S.r.l., in Bergamo.

IL CAPO DIPARTIMENTO
PER LA SANITÀ PUBBLICA VETERINARIA
LA NUTRIZIONE E LA SICUREZZA
DEGLI ALIMENTI

Visto l'art. 6 della legge 30 aprile 1962, n. 283, modificato dall'art. 4 della legge 26 febbraio 1963, n. 441, concernente la disciplina igienica degli alimenti;

Vista la circolare del Ministero della sanità 3 settembre 1990, n. 20 (Supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 216 del 15 settembre 1990), concernente «Aspetti applicativi delle norme vigenti in materia di registrazione dei presidi sanitari»;

Visto il decreto legislativo del 17 marzo 1995, n. 194, di attuazione della direttiva 91/414/CEE, relativo all'immissione in commercio di prodotti fitosanitari, nonché la circolare del Ministero della sanità 10 giugno

1995, n. 17, concernente gli aspetti applicativi delle nuove norme in materia di autorizzazione di prodotti fitosanitari;

Visto il decreto legislativo 30 marzo 2001, n. 165, che detta norme generali sull'ordinamento del lavoro alle dipendenze delle amministrazioni pubbliche;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica del 23 aprile 2001, n. 290, concernente il regolamento di semplificazione dei procedimenti di autorizzazione alla produzione, alla immissione in commercio ed alla vendita di prodotti fitosanitari e relativi coadiuvanti;

Visto il decreto legislativo del 14 marzo 2003, n. 65, corretto ed integrato dal decreto legislativo 28 luglio 2004, n. 260, di attuazione delle direttive 1999/45/CE e 2001/60/CE relative alla classificazione, all'imballaggio e all'etichettatura dei preparati pericolosi;

Visto il decreto datato 16 marzo 1993, n. 8186, successivamente modificato con decreti di cui l'ultimo in data 16 aprile 2004, con il quale l'impresa Magan Italia S.r.l. con sede legale in Bergamo, via G. Verdi n. 12, è stata autorizzata ad immettere in commercio il prodotto fitosanitario denominato Mirabo fino al 5 febbraio 2006;

Vista la nota presentata in data 2 febbraio 2006 con la quale l'impresa Magan Italia ha comunicato la rinuncia al rinnovo della registrazione;

Ritenuto di procedere alla revoca della registrazione del prodotto di cui trattasi;

Decreta:

1. È revocata, su rinuncia, l'autorizzazione all'immissione in commercio ed all'impiego del prodotto fitosanitario denominato Mirabo, registrato al n. 8186 con decreto in data 16 marzo 1993, successivamente modificato con decreti di cui l'ultimo in data 16 aprile 2004, a nome dell'impresa Magan Italia S.r.l., con sede legale in Bergamo, via G. Verdi n. 12.

2. La commercializzazione e l'utilizzazione delle scorte giacenti in commercio del prodotto di cui all'art. 1 del presente decreto è consentita fino al 5 febbraio 2007.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana e sarà notificato in via amministrativa all'impresa interessata.

Roma, 10 marzo 2006

p. *Il capo Dipartimento:* FERRI

06A03093

MINISTERO DEL LAVORO E DELLE POLITICHE SOCIALI

DECRETO 6 marzo 2006

Autorizzazione del Fondo paritetico interprofessionale nazionale per la formazione continua nei settori economici del terziario, dell'artigianato e delle piccole e medie imprese denominato FON.AR.COM.

IL MINISTRO
DEL LAVORO E DELLE POLITICHE SOCIALI

Visto l'art. 118 della legge 23 dicembre 2000, n. 388, comma 1 e 2 e successive modificazioni;

Visto l'accordo interconfederale sottoscritto in data 6 dicembre 2005 tra l'organizzazione datoriale C.I.F.A. e l'organizzazione sindacale CONF.S.A.L. per la costituzione di un Fondo paritetico interprofessionale nazionale per la formazione continua nei settori economici del terziario e dell'artigianato e piccole e medie imprese, ai sensi dell'art. 118 della legge n. 388/2000, già citata e successive modificazioni;

Visto l'atto costitutivo del «Fondo paritetico interprofessionale nazionale per la formazione continua nei settori economici del terziario e dell'artigianato e piccole e medie imprese» (in seguito denominato «FONDO»), a rogito del notaio Lucio Bertarelli di Roma, repertorio n. 28231, raccolta n. 6759, registrato a Roma il 19 dicembre 2003, e gli allegati allo stesso (statuto e regolamento) che ne formano parte integrale e sostanziale;

Vista l'istanza presentata dal Presidente del FONDO in data 18 gennaio 2006, con la quale si chiede l'autorizzazione del Fondo ad operare come associazione ai sensi dell'art. 36 del codice civile, denominandolo con l'acronimo «FON.AR.COM»;

Verificata la conformità dei criteri di gestione del FONDO già citato alle finalità del comma 1 dell'art. 118 della legge n. 388/2000 e successive modificazioni;

Considerato che i soggetti firmatari dell'accordo interconfederale nonché costitutori del FONDO, essendo, per la componente datoriale, espressione di un'organizzazione dei datori di lavoro maggiormente rappresentativa sul piano nazionale e per la componente sindacale, espressione di una organizzazione dei sindacati maggiormente rappresentativa dei lavoratori, sono in possesso di adeguate capacità organizzative e gestionali;

Decreta:

Art. 1.

«FON.AR.COM» è autorizzato, ai sensi del comma 2 dell'art. 118 della legge 23 dicembre 2000, n. 388 e successive modificazioni, a svolgere le attività di cui al precedente comma 1 della legge citata e successive modificazioni.

Roma, 6 marzo 2006

Il Ministro: MARONI

06A03024

MINISTERO PER I BENI E LE ATTIVITÀ CULTURALI

DECRETO 28 febbraio 2006.

Disposizioni in materia di coordinamento delle fondazioni lirico-sinfoniche.

IL MINISTRO PER I BENI E LE ATTIVITÀ CULTURALI

Visto il decreto legislativo 20 ottobre 1998, n. 368 e successive moditicazioni;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 2004, n. 173;

Visto il decreto legislativo 29 giugno 1996, n. 367 e successive modificazioni, ed in particolare l'art. 19;

Vista la legge 21 maggio 2004, n. 128, di conversione del decreto-legge 22 marzo 2004, n. 72, ed in particolare l'art 2, comma 3-*ter*;

Vista la legge 31 marzo 2005, n. 43, di conversione del decreto-legge 31 gennaio 2005, n. 7, ed in particolare l'art. 3-*ter*, comma 2;

Considerato che il perseguimento del fine del contenimento o della riduzione delle spese di gestione delle fondazioni lirico-sinfoniche esige piena cognizione da parte della Amministrazione vigilante dei costi dei singoli elementi della produzione, e postula specifici interventi di riproporzionamento di valori di costo;

Ritenuta la necessità di raccogliere dati relativi, in particolare, alle scritture artistico-professionali;

Sentite le fondazioni lirico-sinfoniche;

Decreta:

Art. 1.

Conferenza dei sovrintendenti delle fondazioni lirico-sinfoniche

1. Il Dipartimento per lo spettacolo e lo sport promuove il costante collegamento fra le fondazioni lirico-sinfoniche, nel loro insieme o per gruppi individuati per zone geografiche o specifici progetti comuni.

2. I sovrintendenti delle fondazioni lirico-sinfoniche coordinano i programmi e la realizzazione delle attività al fine di assicurare economie delle risorse di settore e una maggiore offerta di spettacoli e sono a tal fine riuniti in conferenza, presieduta dal Capo del Dipartimento per lo spettacolo e lo sport che la convoca, anche per gruppi di fondazioni, per garantire la maggiore diffusione in ogni ambito territoriale degli spettacoli, specie tra il pubblico giovanile, l'innovazione, la promozione di settore con ogni idoneo mezzo di comunicazione, il contenimento e la riduzione del costo dei fattori produttivi, anche mediante lo scambio di spettacoli, di singoli corpi artistici e di materiale scenico, e la promozione dell'acquisto o la condivisione di beni e servizi comuni al settore, anche con riferimento alla nuova produzione musicale. Alla conferenza partecipa il direttore generale per lo spettacolo dal vivo e lo sport e possono essere invitati anche i direttori artistici e/o amministrativi delle fondazioni.

Art. 2.

Banca dati della musica lirica

1. Le fondazioni lirico-sinfoniche trasmettono al Dipartimento per lo spettacolo e lo sport, ai sensi dell'art. 19, comma 3, del decreto legislativo 29 giugno 1996, n. 367, dati concernenti:

a) i costi del personale dipendente;

b) gli elementi caratterizzanti gli allestimenti di opere liriche, le loro condizioni di utilizzazione tecnica e legale, i loro costi;

c) i costi delle scritture artistico-professionali ordinate per classi di esperienza e valore artistico degli scritturati;

d) i costi derivanti dalle collaborazioni e consulenze professionali, ivi incluse quelle di cui all'art. 13, comma 2, del decreto legislativo 29 giugno 1996, n. 367;

e) i costi derivanti dal funzionamento degli organi istituzionali;

f) la disponibilità di costumi, di materiale vario e di archivi musicali;

g) l'afflusso di pubblico;

h) dati sul materiale del quale si intenda disporre la distruzione, che non potrà comunque essere avviata se non trascorsi sessanta giorni dalla comunicazione.

2. Con provvedimento del direttore generale per lo spettacolo dal vivo e lo sport, sentita la conferenza di cui all'art. 1, sono stabilite le modalità di trasmissione e le responsabilità connesse allo sviluppo ed all'aggiornamento della banca dati della musica lirica, anche per la messa a disposizione dei dati raccolti a soggetti qualificati ove consentito dalla legge.

Art. 3.

Contenimento dei costi

1. Le fondazioni lirico-sinfoniche sono tenute a:

a) a decorrere dalla entrata in vigore del presente decreto, sottoscrivere contratti omnicomprensivi di scritture artistiche per cantanti, direttori di orchestra, registi, scenografi, costumisti, lighting designers, assistenti alla regia, alle scene ed ai costumi, per importi non superiori ai valori massimi indicati, per classi di esperienza e valore artistico degli scritturati, nella tabella di regolamentazione dei compensi delle scritture artistico-professionali, di seguito denominata «tabella», allegata al presente decreto e che ne costituisce parte integrante. Gli importi previsti da contratti relativi al periodo successivo al 1° luglio 2006, eventualmente già sottoscritti alla data di entrata in vigore del presente decreto, superiori ai valori massimi previsti dalla tabella, sono conseguentemente rideterminati;

b) contenere nel triennio 2006-2008 il valore medio dei costi totali derivanti dalle collaborazioni e dalle consulenze professionali, anche se previste in pianta organica approvata, incluse quelle di cui all'art. 13, comma 2, del decreto legislativo 29 giugno 1996, n. 367, ad esclusione di quelle dell'area artistica e tecnico-artistica, nella misura massima dell'80% rispetto agli omologhi costi dell'anno 2005. In tale percentuale è fissato il costo massimo annuale ammissibile a decorrere dall'anno 2009;

c) contenere nel triennio 2006-2008 il valore medio dei costi totali della produzione, esclusi quelli derivanti dal personale dipendente, nella misura massima del 90% dell'omologo valore del 2005, ricorrendo, anche grazie ai dati desunti dalla banca dati della musica lirica, ad allestimenti, corpi artistici, costumi, materiali scenici propri o già utilizzati da altre fondazioni lirico-sinfoniche, da teatri di tradizione o omologhi organismi esteri, nonché a coproduzioni. In tale percentuale è fissato il costo massimo annuale ammissibile a decorrere dall'anno 2009;

2. È costituito, presso il Dipartimento per lo spettacolo e lo sport, il comitato tecnico di valutazione, di seguito denominato «comitato». Il comitato è presieduto dal direttore generale per lo spettacolo dal vivo e lo sport e composto da sei membri così individuati:

a) due sovrintendenti designati dall'Associazione nazionale delle fondazioni lirico-sinfoniche (ANFOLS);

b) tre esperti designati dal coordinamento delle istituzioni appartenenti al titolo III della legge 14 agosto 1967, n. 800;

c) un esperto nel campo dell'organizzazione teatrale e musicale o nel campo dello spettacolo designato dal direttore generale per lo spettacolo dal vivo e lo sport.

3. La partecipazione al comitato è gratuita ed i suoi lavori si svolgono con la presenza di almeno la maggioranza dei membri od anche in via telematica tra questi. Il comitato viene rinnovato ogni due anni ed i suoi membri possono essere confermati.

4. Il comitato esprime parere consultivo, su richiesta del direttore generale per lo spettacolo dal vivo e lo sport, in merito:

a) all'aggiornamento ed al perfezionamento della tabella, da recepirsi con successivi decreti ministeriali;

b) alla verifica della corrispondenza dei contratti degli artisti scritturati con le classi di esperienza e di valore artistico di cui alla tabella, anche su richiesta dei sovrintendenti o dei rappresentanti legali degli enti o delle istituzioni finanziate dallo Stato;

c) alla predisposizione di schemi contrattuali tipo.

5. Il comitato esprime altresì parere, su richiesta del direttore generale per lo spettacolo dal vivo e lo sport, in merito alle scritture dei direttori di orchestra e dei solisti nella concertistica, nonché dei registi nella lirica, la cui eccellenza sia universalmente riconosciuta, rappresentando punte assolute del mercato mondiale per esperienza e maturità, cui applicare una maggiorazione fino al 20% dei valori massimi indicati nella tabella e non operare la riduzione del 50% della scrittura, ivi prevista, a decorrere dalla seconda esecuzione.

6. Le prescrizioni di cui al comma 1, lettera *a)*, si applicano altresì a tutti gli enti, gli organismi e le istituzioni musicali e/o liriche finanziati dallo Stato, ai sensi e con le modalità previste dalle specifiche disposizioni contenute nella relativa disciplina di settore.

7. I collegi dei revisori dei conti verificano il rispetto delle prescrizioni di cui al comma 1, in particolare per quanto concerne la sottoscrizione delle scritture artistico-professionali fornendo tempestivi referti alla direzione generale per lo spettacolo dal vivo e lo sport. I sovrintendenti sono tenuti a presentare alla direzione generale per lo spettacolo dal vivo e lo sport, entro il 31 gennaio di ogni anno, una specifica relazione attestante, sotto la propria responsabilità, la omnicomprensività dei trattamenti economici relativi alle scritture artistico-professionali e l'elenco degli artisti scritturati suddiviso secondo le classi di esperienza e di valore artistico di cui alla tabella.

8. Le disposizioni di cui al comma 1, lettere *b)* e *c)* del presente articolo non si applicano alla fondazione «Petruzzelli e Teatri di Bari» fino al termine di cui all'art. 1, comma 5, della legge 11 novembre 2003, n. 310.

Art. 4.

Promozione del pubblico

1. Le fondazioni lirico-sinfoniche favoriscono:

a) offerta di biglietti a prezzo ridotto a decorrere da un'ora prima di ogni rappresentazione, secondo proposte formulate in base all'analisi dell'utenza;

b) facilitazioni per famiglie prevedenti l'ingresso gratuito per i minori e una riduzione del prezzo del biglietto per almeno un adulto accompagnatore;

c) riduzione del prezzo del biglietto da un minimo del 25% ad un massimo del 50% per i giovani di età inferiore ai 26 anni;

d) facilitazioni per i disabili, tra le quali almeno un biglietto gratuito per l'eventuale accompagnatore.

e) facilitazioni per gli ingressi alle manifestazioni dimostrative e prove generali.

2. Le offerte e le facilitazioni di cui al presente articolo devono risultare da idonea pubblicità rivolta all'utenza, salvi gli obblighi derivanti dall'art. 17, comma 1, lettera *b)*, del decreto legislativo 29 giugno 1996, n. 367.

Art. 5.

Dati di bilancio

1. Con provvedimento del Capo del Dipartimento per lo spettacolo e lo sport, su proposta del direttore generale per lo spettacolo dal vivo e lo sport, di concerto con i competenti uffici del Ministero dell'economia e delle finanze, vengono impartite le necessarie direttive e schemi cui si atterranno le fondazioni lirico-sinfoniche in materia di rappresentazione dei dati dei conti consuntivi e dei bilanci previsionali.

Art. 6.

Sanzioni

1. L'inosservanza di disposizioni di cui agli articoli 2, 3, 4 e 5, ovvero la mancata adesione, qualora non adeguatamente motivata, ad iniziative tese alla promozione di settore, alla condivisione di beni e servizi comuni, allo stimolo alla nuova produzione musicale, vengono valutate ai sensi degli articoli 17 e 18 del decreto legislativo 29 giugno 1996, n. 367, e configurano violazione di cui all'art. 21 del decreto legislativo medesimo.

Roma, 28 febbraio 2006

Il Ministro: BUTTIGLIONE

Registrato alla Corte dei conti il 13 marzo 2006
Ufficio di controllo preventivo sui Ministeri dei servizi alla persona e dei beni culturali, registro n. 1, foglio n. 180

ALLEGATO

Tabella di regolamentazione dei compensi delle scritture artistico-professionali

CONCERTISTICA

CATEGORIA	CLASSE PER LIVELLO DI CARRIERA, ESPERIENZA E VALORE ARTISTICO							
	A		B		C		D	
	max	min	max	min	max	min	max	min
** Direttore d'orch.	25.000	6.000	13.000	3.000	6.000	500	3.000	--
** Solista	25.000	4.000	10.000	2.000	5.000	500	3.000	--
** Solista di canto	20.000	3.000	9.000	1.000	4.000	500	2.500	--
*Assist. al dir. d'orch.								

A artisti di conclamata e indiscussa eccellenza artistica, riconosciuti nel mercato nazionale ed internazionale

B artisti di riconosciuta capacità nel pieno della maturità

C artisti di riconosciuto talento nei primi anni della carriera

D artisti debuttanti e/o agli inizi della carriera

*** in percentuale da definire sul cachet di riferimento del rispettivo titolare**
**** i compensi sono ridotti del 50 % a partire dalla seconda esecuzione**

Tabella di regolamentazione dei compensi delle scritture artistico-professionali

LIRICA

CATEGORIA	CLASSE PER LIVELLO DI CARRIERA, ESPERIENZA E VALORE ARTISTICO							
	A		B		C		D	
	max	min	max	min	max	min	max	min
Protagonista	17.000	4.000	11.000	2.000	5.000	1.000	3.000	--
Coprotagonista	9.000	2.000	7.000	1.000	4.000	1.000	2.500	--
Principale	7.000	1.000	5.000	1.000	3.000	500	2.000	--
Secondario	*********	*********	3.000	--	2.000	--	1.800	--
Comprimario	*********	*********	2.500	--	1.500	--	1.000	--
Direttore d'orch.	21.000	3.000	13.000	2.000	5.500	1.000	3.000	--
*Assistente alla regia								
*Assistente alle scene								
*Assistente ai costumi								

	A				B				C				D			
	ripresa		nuovo allestimento		ripresa		nuovo allestimento		ripresa		nuovo allestimento		ripresa		nuovo allestimento	
	diritti	presenza	diritti	presenza	diritti	presenza	diritti	presenza	diritti	presenza	diritti	presenza	diritti	presenza	diritti	presenza
** Regista	12.000	18.000	20.000	30.000	8.400	12.600	13.000	22.000	7.200	10.800	10.000	17.000	5.600	8.400	6.800	10.200
** Scenografo	8.000	12.000	14.000	21.000	4.800	7.200	7.000	10.000	4.000	6.000	6.000	9.000	3.200	4.800	4.000	6.000
** Costumista	4.800	7.200	8.000	12.000	3.200	4.800	5.000	9.000	2.800	4.200	4.000	8.000	1.500	3.500	2.800	4.200
** Lighting Designer	3.200	4.800	7.000	8.000	2.400	3.600	4.000	6.000	2.000	3.000	3.200	4.800	1.500	3.000	2.000	3.500

A	artisti di conclamata e indiscussa eccellenza artistica, riconosciuti nel mercato nazionale ed internazionale
B	artisti di riconosciuta capacità nel pieno della maturità
C	artisti di riconosciuto talento nei primi anni della carriera
D	artisti debuttanti e/o agli inizi della carriera

*** in percentuale del 40% max e del 25% min dei cachet di riferimento del rispettivo titolare**

**** in caso di affidamento allo stesso artista di più di un incarico, la somma dei compensi è ridotta del 20%**

Tabella di regolamentazione dei compensi delle scritture artistico-professionali

DANZA

CLASSE PER LIVELLO DI CARRIERA, ESPERIENZA E VALORE ARTISTICO

CATEGORIA	A max	A min	B max	B min	C max	C min	D max	D min
Etoile ospite	9.000	2.000	===	===	—	===	===	===
Primo ball. solista	===	===	6.000	1.000	4.000	1.000	===	—
Direttore d'orchestra	7.000	1.000	5.000	1.000	3.500	–	===	===
*Assistente al dir. d'orch.								
*Assistente alle scene								
*Assistente ai costumi								
*Assistente coreografo								

	A				B				C				D			
	ripresa		nuovo allestimento		ripresa		nuovo allestimento		ripresa		nuovo allestimento		ripresa		nuovo allestimento	
	diritti	presenza	diritti	presenza	diritti	presenza	diritti	presenza	diritti	presenza	diritti	presenza	diritti	presenza	diritti	presenza
** Coreografo	12.000	18.000	20.000	30.000	8.400	12.600	13.000	20.000	7.200	10.800	10.000	15.000	5.600	8.400	6.800	10.200
** Scenografo	5.500	9.000	10.000	15.000	4.000	6.000	5.000	7.500	3.500	5.000	4.000	6.500	******	******	******	******
** Costumista	3.000	5.500	6.000	10.000	3.000	4.000	4.000	6.000	2.500	3.500	3.800	5.500	******	******	******	******
** Lighting Designer	2.500	3.500	5.000	6.000	2.000	3.000	3.500	5.500	2.000	3.000	3.000	5.000	******	******	******	******

A	artisti di conclamata e indiscussa eccellenza artistica, riconosciuti nel mercato nazionale e internazionale
B	artisti di riconosciuta capacità nel pieno della maturità
C	artisti di riconosciuto talento nei primi anni della carriera
D	artisti debuttanti e/o agli inizi della carriera

*** in percentuale del 40% max e del 25% min dei cachet di riferimento del rispettivo titolare**
**** in caso di affidamento allo stesso artista di più di un incarico, la somma dei compensi è ridotta del 20%**

06A03023

MINISTERO DELL'ISTRUZIONE DELL'UNIVERSITÀ E DELLA RICERCA

DECRETO 21 marzo 2006.

Regole e modalità per la presentazione delle richieste di concessione dei contributi per progetti intesi a favorire la diffusione della cultura scientifica.

IL DIRETTORE GENERALE
PER IL COORDINAMENTO
E LO SVILUPPO DELLA RICERCA

Visto il decreto legislativo 30 luglio 1999, n. 300;

Vista la legge 10 gennaio 2000, n. 6, di modifica alla legge 28 marzo 1991, n. 113, sulle iniziative per la diffusione della cultura scientifica, e in particolare l'art. 4;

Considerato che l'art. 1, comma 1 della predetta legge delimita gli interventi all'ambito delle scienze matematiche fisiche e naturali e alle tecniche derivate;

Visto il decreto ministeriale n. 448 Ric del 9 marzo 2006 con il quale il Ministero ha destinato per l'anno finanziario 2006 la somma di € 2.904.556,00 per l'erogazione di contributi annuali per attività coerenti con le finalità della citata legge n. 6/2000 ai sensi dell'art. 4 della legge stessa;

Decreta:

Art. 1.

Sono ammessi ai contributi di cui all'art. 1 della legge n. 6/2000 università, enti, accademie, fondazioni, consorzi, associazioni ed altre istituzioni pubbliche e private che abbiano tra i fini la diffusione della cultura tecnico-scientifica, la tutela e la valorizzazione del patrimonio naturalistico, storico-scientifico, tecnologico ed industriale conservato nel nostro Paese, nonché attività di formazione e di divulgazione al fine di stimolare l'interesse dei cittadini ed in particolare dei giovani ai problemi della ricerca e della sperimentazione scientifica, anche attraverso l'impiego delle nuove tecnologie multimediali.

Il campo di intervento dei progetti è limitato all'ambito delle scienze, matematiche, fisiche e naturali e delle tecnologie derivate.

I progetti sono sostenuti finanziariamente esclusivamente da un contributo che non può coprire l'intero costo previsto nel piano finanziario.

Saranno tenute in particolare considerazione, ai fini della valutazione del progetto e dell'entità del contributo, le iniziative sostenute finanziariamente da una pluralità di soggetti pubblici e privati così da favorire una più ampia sinergia tra i soggetti stessi e una migliore qualità dei risultati.

Art. 2.

Non sono ammissibili al contributo:

a) progetti troppo generici, non quantificati nell'importo e non coerenti con i fini della legge;

b) progetti che non indichino con chiarezza le modalità per il raggiungimento degli obiettivi;

c) progetti che non indichino con chiarezza i destinatari;

d) progetti che non abbiano coerenza tra obiettivi e risorse complessive previste per il progetto;

e) progetti rivolti ad un pubblico solo di specialisti;

f) proposte di mero mantenimento delle attività istituzionali;

g) progetti che siano mera reiterazione di proposte già finanziate negli anni precedenti.

Art. 3.

Per la realizzazione dei fini di cui sopra, sono individuate le seguenti aree di intervento:

a) una quota di € 900.000,00 per progetti presentati dagli osservatori astronomici, dagli orti botanici e dai musei naturalistici o storico-scientifici, civici e universitari, pubblici o privati, anche nell'intento di promuovere un miglior coordinamento degli stessi, nonché di favorire l'attuazione di specifici progetti di formazione e aggiornamento professionale per la gestione di musei e delle città della scienza, anche mediante la collaborazione con le università e altre istituzioni italiane e straniere.

b) una quota di € 504.556,00 per progetti volti alla promozione della cultura scientifica presentati da istituti scolastici di ogni ordine e grado diretti anche a favorire la comunicazione tra il mondo della scuola, il mondo della scienza, della tecnologia e quello della ricerca;

c) una quota di € 1.500.000,00 per progetti comunque coerenti con le finalità della legge.

Le risorse attribuite ad una delle aree di intervento, ma non assegnate per assenza o inadeguatezza dei progetti presentati, possono essere utilizzate per finanziare progetti delle altre aree.

Art. 4.

I soggetti proponenti indicati nell'art. 1 possono presentare domanda di contributo per un solo progetto.

Le Università e gli enti pubblici e privati che si articolano in più strutture possono presentare, attraverso il rappresentante legale o suo delegato, domanda di contributo per un solo progetto per ciascuna delle strutture in cui si articolano.

Art. 5.

Criteri di valutazione

Per i progetti che afferiscono all'area d'intervento *b)*, nel caso in cui le proposte siano presentate da associazioni o consorzi di scuole, sono valutate con priorità quelle che abbiano almeno un impatto regionale.

Sono altresì privilegiati i progetti che presentino uno spiccato contenuto innovativo nelle metodologie e tec-

nologie didattiche e che possano considerarsi come progetti «pilota» da utilizzare successivamente a livello nazionale.

Art. 6.

Le richieste del contributo dovranno essere presentate dal legale rappresentate o da un suo delegato entro trenta giorni a decorrere dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* utilizzando, secondo le modalità ivi indicate, il servizio Internet al seguente indirizzo: http://roma.cilea.it/sirio alla voce «Domande finanziamento». Il servizio sarà attivo a decorrere dalla data di pubblicazione del bando nella *Gazzetta Ufficiale.*

Il servizio consentirà la stampa della domanda (All. 1), del progetto esecutivo (All. 2) e del piano finanziario (All. 3) che fanno parte integrante del presente decreto, che debitamente sottoscritte dovranno essere spedite entro lo stesso termine, pena l'esclusione, a mezzo raccomandata con ricevuta di ritorno, al Ministero dell'istruzione, università e ricerca (MIUR) - Dipartimento per l'università, l'alta formazione artistica, musicale e coreutica e per la ricerca scientifica e tecnologica - Direzione generale per il coordinamento e lo sviluppo della ricerca - Ufficio V - Piazzale J.F. Kennedy, 20 - 00144 Roma, recante sulla busta «bando ex art. 4, legge n. 6/2000 diffusione della cultura scientifica»; la data di spedizione è comprovata dal timbro a data dell'ufficio postale. Alla domanda devono essere allegati, in cartaceo, a pena di inammissibilità, i seguenti documenti:

a) progetto esecutivo redatto come da allegato 2;

b) piano finanziario del progetto redatto come da allegato 3;

c) sintesi dell'attività istituzionalmente svolta nell'ultimo biennio;

d) curriculum del responsabile scientifico del progetto;

e) fotocopia di un documento di riconoscimento del legale rappresentante in corso di validità come prescritto dall'art. 3 della legge n. 127/1997;.

f) eventuali lettere di intenti delle strutture destinatarie e/o coinvolte.

Art. 7.

Le istituzioni che ricevano il contributo dovranno inviare, entro tre mesi dal termine previsto per la realizzazione del progetto, la relazione tecnico-scientifica delle attività svolte e dei risultati ottenuti nonché la rendicontazione delle spese sostenute e finanziate con il contributo previsto dalla legge.

Le predette relazioni tecnico-scientifiche saranno altresì tenute in considerazione dalla commissione di cui all'art. 9, nel procedimento di valutazione delle proposte in caso di presentazione di una successiva domanda da parte degli enti beneficiari.

Art. 8.

L'istruttoria propedeutica sarà effettuata da una commissione composta da sei membri di cui tre in rappresentanza dell'ufficio competente e tre designati dal Comitato tecnico scientifico di cui all'art. 5 della legge n. 6/2000. I risultati dell'istruttoria sono sottoposti alla valutazione dello stesso Comitato tecnico scientifico.

Roma, 21 marzo 2006

Il direttore generale: CRISCUOLI

ALLEGATO 1
Domanda

Spettabile
MIUR - Ministero Istruzione, Università e Ricerca
Direzione generale per il Coordinamento
e lo Sviluppo della Ricerca
Ufficio V
Piazzale Kennedy, 20
00144 ROMA

Bando ex art. 4, legge n. 6/2000.

Il sottoscritto .... nato a ....
il .... cod. fisc. ....
residente in ....legale rappresentante
dell'ente ....
con sede .... cod. fisc. .... P.Iva. ....
ai sensi del presente bando, chiede la concessione di un contributo pari ad € .... per il progetto: ....

A tal fine allega, così come previsto dall'art. 4 del presente bando:

a) progetto esecutivo;

b) piano finanziario del progetto esecutivo;

c) sintesi dell'attività istituzionale svolta nell'ultimo biennio;

d) curriculum responsabile progetto;

e) fotocopia di un documento di riconoscimento in corso di validità come prescritto dall'art. 3 della legge n. 127/1997;

f) eventuali lettere di intenti delle strutture destinatarie e/o coinvolte.

Il sottoscritto sotto la sua responsabilità è consapevole delle sanzioni penali in caso di dichiarazioni mendaci, dichiara che i contenuti degli allegati corrispondono a verità.

Data e firma
(Il legale rappresentante)

ALLEGATO 2
PROGETTO ESECUTIVO

LEGGE 6/2000 Iniziative per la diffusione della cultura scientifica
Progetti annuali

Ente Proponente[1]..
Legale Rappresentante..
Natura giuridica...
Eventuali estremi riconoscimento personalità giuridica......................................
via..
Città...........................**Cap**........**Prov**.........**Tel**.......................**Fax**......................**E-mail**..............
Codice Fiscale..**P.Iva**..

Numero Conto Tesoreria Provinciale[2]..
Numero Conto Corrente Bancario.....................**Istituto Bancario**...............................
ABI...................**CAB**...............**Numero conto**............................

Responsabile progetto[3]:..
via..
Città...........................**Cap**........**Prov**.........**Tel**.......................**Fax**......................**E-mail**..............

Titolo

....
....

Natura dell'iniziativa[4]

....
....

Area scientifica[5]

....
....

Impatto dimensionale[6]

....
....

Locale ☐ Regionale ☐ Multiregionale ☐

Descrizione

....
....

Obiettivi

....
....

[1] Le strutture universitarie possono inviare domanda a firma dei Direttori di dipartimento, di istituto o nel caso di facoltà a firma del Preside.
[2] Gli Enti che sono titolari di contabilità speciale devono indicare esclusivamente il conto di tesoreria
[3] Allegare curriculum
[4] La natura può essere multipla a scelta tra: mostra, seminario, conferenza, convegno, visita, workshop, laboratorio aperto, forum, teleconferenza, dibattito, proezione, Cd-rom, filmato, tavola rotonda, sito internet, altro
[5] L'area scientifica può essere multipla a scelta tra: Scienze matematiche e informatiche, Scienza fisiche, Scienze chimiche, Scienze della terra, Scienze biologiche, Scienze mediche, Scienze agrarie e veterinarie.
[6] Descrivere l'impatto dimensionale dell'iniziativa

Risultati attesi

....

....

Destinatari[7]

....

....

Eventuali strutture destinatarie dell'iniziativa[8]

....

....

Eventuali strutture coinvolte nella realizzazione dell'iniziativa[9]

....

....

Eventuale collegamento con altre iniziative[10]

....

....

Eventuali altre forme di finanziamento disponibili

....

....

Costo totale del progetto................................**Contributo totale richiesto**................................

Eventuali caratteristiche di implementazione, aggiornamento e migliorie dello stesso progetto già finanziato negli anni precedenti indicandone i punti di forza, di debolezza e i risultati raggiunti nelle precedenti edizioni[11]

....

....

Eventuale capacità di replicabilità dell'iniziativa da parte di altri soggetti[12]

....

....

Termini di realizzazione

....

....

Eventuali altri soggetti fisici coinvolti[13]

....

....

Data e firma
(Legale Rappresentante)

[7] Descrivere la tipologia dei destinatari (studenti, cittadini, ecc….)
[8] Indicare le strutture destinatarie dell'iniziativa indicando le lettere di intenti
[9] Indicare le strutture coinvolte nella realizzazione dell'iniziativa indicando le lettere di intenti
[10] Indicare il collegamento con altre iniziative, i soggetti coinvolti, la natura dell'iniziativa, l'area scientifica, il periodo di realizzazione e il luogo, i responsabili del progetto
[11] Se il progetto ha già negli anni precedenti usufruito dei contributi della legge 6/2000 indicare quali sono le parti del progetto implementate, i nuovo possibili contenuti, le nuove eventuali strutture coinvolte, ecc.. indicando i punti di forza, di debolezza e ove possibile i risultati raggiunti nella precedente edizione
[12] Descrivere se l'iniziativa può essere replicata da altri soggetti interessati, indicando quali moduli, strumenti ed altro possono essere utilizzati
[13] Indicare eventuali altri soggetti fisici coinvolti citando la loro struttura di origine e allegando i loro curricula

ALLEGATO 3
PIANO FINANZIARIO DEL PROGETTO ESECUTIVO

Risorse proponente

Voce[1]	Descrizione	Importo
Totale		

Eventuali altri finanziamenti

Provenienza	Voce	Descrizione	Importo
	.Totale		

Contributo MIUR

Voce	Descrizione	Importo
Totale		

Data e firma
(Legale rappresentante)

[1] Per voce si intende:
Personale: dipendente, non dipendente, collaborazione
Strumenti che concorrono alla realizzazione del progetto: strutture informatiche, espositive, didattiche, ecc…
Materiale: beni di consumo (cancelleria, ecc..)
Consulenze
Contratti
Missioni e viaggi
Altro

06A03157

MINISTERO DELLE POLITICHE AGRICOLE E FORESTALI

DECRETO 14 marzo 2006.

Disposizioni relative alla fissazione del livello indicativo dell'aiuto nel settore del tabacco.

IL MINISTRO DELLE POLITICHE AGRICOLE E FORESTALI

Visto il regolamento (CE) n. 1782/2003 del Consiglio del 29 settembre 2003 e successive modifiche ed integrazioni;

Visto il regolamento (CE) n. 795/2004 della Commissione del 21 aprile 2004 e successive modifiche ed integrazioni;

Visto il regolamento (CE) n. 796/2004 della Commissione del 21 aprile 2004 e successive modifiche ed integrazioni;

Visto il regolamento (CE) n. 1973/2004 della Commissione del 29 ottobre 2004 e successive modifiche ed integrazioni;

Visto il decreto ministeriale del 30 gennaio 2006, n. 63/D, recante disposizioni per l'attuazione della riforma della politica agricola comune nel settore del tabacco relativo all'avvio a decorrere dal 1° gennaio 2006 del regime dell'aiuto accoppiato ed, in particolare, il comma 1 dell'art. 5;

Ritenuta la necessità di dettare disposizioni urgenti per fissare il livello indicativo dell'aiuto per il raccolto 2006;

Decreta:

Art. 1.

Fissazione del livello indicativo dell'aiuto

1. In applicazione dell'art. 5, comma 1 del decreto ministeriale n. D/63 del 30 gennaio 2006, l'importo indicativo, per chilogrammo di prodotto, dell'aiuto per i gruppi di varietà di tabacco per il raccolto 2006, è fissato come segue:

GRUPPO VARIETALE	AIUTO INDICATIVO (€/kg)
01 - Flue Cured	1,87779
02 - Light Air Cured	1,50206
03 - Dark Air Cured	1,50206
04 - Fire Cured	1,83539
05 - Sun Cured	0,21458
07 - Katerini	0,35040

2. All'importo dell'aiuto indicativo di cui al comma 1 sono applicabili le trattenute previste dagli articoli 110-*quaterdecies* e 10 del regolamento (CE) n. 1782/2003.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 14 marzo 2006

Il Ministro: ALEMANNO

06A03147

DECRETI E DELIBERE DI ALTRE AUTORITÀ

AGENZIA DELLE ENTRATE

PROVVEDIMENTO 20 marzo 2006.

Programma delle revisioni degli studi di settore applicabili a partire dal periodo d'imposta 2006.

IL DIRETTORE DELL'AGENZIA

In base alle attribuzioni conferitegli dalle norme riportate nei riferimenti normativi del presente atto e considerato il parere del 22 febbraio 2006 espresso dalla Commissione degli esperti, istituita ai sensi dell'art. 10, comma 7, della legge 8 maggio 1998, n. 146, dispone quanto segue:

Art. 1

Studi di settore previsti per la revisione

1. Nell'allegato 1 sono individuati gli studi di settore già in vigore, con i relativi codici di attività, che saranno sottoposti a revisione. Gli studi di settore revisionati saranno applicabili a partire dal periodo d'imposta 2006.

Motivazioni.

Il presente provvedimento, previsto dall'art. 1, comma 399, della legge 30 dicembre 2004, n. 311, recante «Disposizioni per la formazione del bilancio annuale e pluriennale dello Stato» (legge finanziaria 2005), prevede la programmazione degli studi di settore che verranno sottoposti a revisione.

Il citato art. 1, comma 399, della legge n. 311 del 2004, dispone che gli studi di settore previsti dall'art. 62-*bis* del decreto-legge 30 agosto 1993, n. 331, convertito, con modificazioni, dalla legge 29 ottobre 1993, n. 427, siano soggetti a revisione, di norma ogni quattro anni, al fine di mantenere la rappresentatività degli stessi rispetto alla realtà economica cui si riferiscono. Tale revisione può anche essere disposta prima del termine sopra citato, dopo aver sentito il parere della Commissione degli esperti, istituita ai sensi dell'art. 10, comma 7, della legge n. 146 del 1998. La programmazione degli studi di settore da revisionare, sarà, comunque, resa nota entro la fine di febbraio di ogni anno, con provvedimento del direttore dell'Agenzia delle entrate.

Nel provvedimento in questione sono individuati gli studi di settore e i codici di attività che verranno sottoposti a revisione e che daranno luogo a studi di settore applicabili a partire dal periodo d'imposta 2006.

Detti studi sono stati selezionati in relazione all'anno della loro approvazione (studi approvati in anni meno recenti), nonché sulla base delle segnalazioni pervenute da parte delle associazioni di categoria ovvero degli osservatori provinciali.

Le revisioni sono effettuate non solo al fine di cogliere le modificazioni intervenute nel tempo relativamente ai prodotti, ai processi produttivi e al mercato, ma anche per semplificare gli adempimenti fiscali dei soggetti obbligati all'annotazione separata nei casi di attività multipunto e/o multiattività.

Al termine delle elaborazioni potrebbero anche essere previsti accorpamenti tra studi o tra codici di attività, che si renderanno necessari durante l'elaborazione degli stessi.

Riferimenti normativi.

a) Attribuzioni del direttore dell'Agenzia delle entrate:

decreto legislativo 30 luglio 1999, n. 300 (art. 67, comma 1; art. 68, comma 1) e successive modifiche;

statuto dell'Agenzia delle entrate (art. 5, comma 1; art. 6, comma 1);

regolamento di amministrazione dell'Agenzia delle entrate (art. 2, comma 1);

decreto del Ministro delle finanze 28 dicembre 2000.

b) Disciplina degli studi di settore:

decreto del Presidente della Repubblica 29 settembre 1973, n. 600: disposizioni comuni in materia di accertamento delle imposte sui redditi;

decreto legislativo 30 agosto 1993, n. 331, convertito, con modificazioni, dalla legge 29 ottobre 1993, n. 427 (art. 62-*bis*): istituzione degli studi di settore;

legge 8 maggio 1998, n. 146 (art. 10): individuazione delle modalità di utilizzazione degli studi di settore in sede di accertamento nonché le cause di esclusione degli stessi;

decreto del Presidente della Repubblica 31 maggio 1999, n. 195: disposizioni concernenti i tempi e le modalità di applicazione degli studi di settore;

decreto legislativo 30 luglio 1999, n. 300, art. 23, che ha trasferito le funzioni dei Ministeri del bilancio, del tesoro e della programmazione economica e delle finanze al Ministero dell'economia e delle finanze e art. 57, che ha istituito le agenzie fiscali;

art. 1, comma 399, della legge 30 dicembre 2004, n. 311, recante «Disposizioni per la formazione del bilancio annuale e pluriennale dello Stato» (Legge finanziaria 2005) sulla revisione degli studi di settore;

parere della commissione degli esperti, istituita ai sensi dell'art. 10, comma 7, della legge 146 del 10 maggio 1998, del 22 febbraio 2006.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 20 marzo 2006

Il direttore dell'Agenzia: FERRARA

ALLEGATO

ELENCO DEGLI STUDI DI SETTORE DA REVISIONARE PER IL PERIODO D'IMPOSTA 2006 E DELLE RELATIVE ATTIVITÀ ECONOMICHE

STUDIO	ATTIVITÀ ECONOMICHE (ATECOFIN 2004)
SD05U	(primo anno di applicazione 2002)
	15.11.0 - Produzione di carne non di volatili e di prodotti della macellazione (attività dei mattatoi)
	15.12.0 - Produzione di carne di volatili, conigli e prodotti della loro macellazione
	15.13.0 - Lavorazione e conservazione di carne e di prodotti a base di carne
SD11U	(primo anno di applicazione 2002)
	15.41.1 - Produzione di olio di oliva grezzo
	15.41.2 - Produzione di oli grezzi da semi oleosi
	15.42.1 - Produzione di olio di oliva raffinato
	15.42.2 - Produzione di olio e grassi da semi e da frutti oleosi raffinati
SD13U	(primo anno di applicazione 2002)
	17.30.0 - Finissaggio dei tessili
SD15U	(primo anno di applicazione 2002)
	15.51.1 - Trattamento igienico del latte
	15.51.2 - Produzione dei derivati del latte
SD17U	(primo anno di applicazione 2002)
	25.13.0 - Fabbricazione di altri prodotti in gomma
	25.21.0 - Fabbricazione di lastre, fogli, tubi e profilati in materie plastiche
	25.22.0 - Fabbricazione di imballaggi in materie plastiche
	25.23.0 - Fabbricazione di articoli in plastica per l'edilizia
	25.24.0 - Fabbricazione di altri articoli in materie plastiche
SD23U	(primo anno di applicazione 2002)
	20.51.2 - Laboratori di corniciai
SD30U	(primo anno di applicazione 2002)
	37.10.1 - Recupero e preparazione per il riciclaggio di cascami e rottami metallici
	37.20.1 - Recupero e preparazione per il riciclaggio di materiale plastico per produzione di materie prime plastiche, resine sintetiche
	37.20.2 - Recupero e preparazione per il riciclaggio dei rifiuti solidi urbani, industriali e biomasse
SD31U	(primo anno di applicazione 2002)
	24.51.1 - Fabbricazione di saponi, detersivi e detergenti e di agenti organici tensioattivi
	24.51.2 - Fabbricazione di specialità chimiche per uso domestico e per manutenzione
	24.52.0 - Fabbricazione di profumi e cosmetici
	24.63.0 - Fabbricazione di oli essenziali
SG38U	(primo anno di applicazione 2002)
	52.71.0 - Riparazione di calzature e di altri articoli in cuoio
SG40U	(primo anno di applicazione 2002)
	70.11.0 - Valorizzazione e promozione immobiliare
	70.12.0 - Compravendita di beni immobili
	70.20.0 - Locazione di beni immobili

SG42U (primo anno di applicazione 2002)

74.40.2 - Agenzie di concessione degli spazi pubblicitari

SG48U (primo anno di applicazione 2002)

52.72.0 - Riparazione di apparecchi elettrici per la casa

SG52U (primo anno di applicazione 2002)

74.82.1 - Confezionamento di generi alimentari
74.82.2 - Confezionamento di generi non alimentari

SG53U (primo anno di applicazione 2002)

74.85.2 - Traduzioni e interpretariato
74.87.6 - Organizzazione di fiere, esposizioni, convegni

SG54U (primo anno di applicazione 2002)

92.72.2 - Sale giochi e biliardi

SG69U (primo anno di applicazione 2002)

45.11.0 - Demolizione di edifici e sistemazione del terreno
45.12.0 - Trivellazioni e perforazioni
45.21.1 - Lavori generali di costruzione di edifici
45.21.2 - Lavori di ingegneria civile
45.22.0 - Posa in opera di coperture e costruzione di ossature di tetti di edifici
45.23.0 - Costruzione di autostrade, strade, campi di aviazione e impianti sportivi
45.24.0 - Costruzione di opere idrauliche
45.25.0 - Altri lavori speciali di costruzione

SG73A (primo anno di applicazione 2001)

63.11.3 - Movimento merci relativo a trasporti ferroviari
63.11.4 - Movimento merci relativo ad altri trasporti terrestri
63.12.1 - Magazzini di custodia e deposito per conto terzi

SG73B (primo anno di applicazione 2001)

63.40.1 - Spedizionieri e agenzie di operazioni doganali
63.40.2 - Intermediari dei trasporti
64.12.0 - Attività dei corrieri postali diversi da quelli delle poste nazionali

SG76U (primo anno di applicazione 2002)

55.51.0 - Mense
55.52.0 - Fornitura di pasti preparati (catering, banqueting)

SG77U (primo anno di applicazione 2002)

61.10.0 - Trasporti marittimi e costieri
61.20.0 - Trasporti per vie d'acqua interne (compresi i trasporti lagunari)
63.22.0 - Altre attività connesse ai trasporti per via d'acqua

SG78U (primo anno di applicazione 2002)

63.30.1 - Attività delle agenzie di viaggio e turismo e dei tour operator

SG79U (primo anno di applicazione 2002)

71.10.0 - Noleggio di autovetture
71.21.0 - Noleggio di altri mezzi di trasporto terrestri
71.22.0 - Noleggio di mezzi di trasporto marittimi e fluviali

SG81U	(primo anno di applicazione 2002)
	45.50.0 - Noleggio di macchine e attrezzature per la costruzione o la demolizione, con manovratore
	71.32.0 - Noleggio di macchine e attrezzature per lavori edili e di genio civile

SG82U	(primo anno di applicazione 2002)
	74.14.5 - Pubbliche relazioni
	74.40.1 - Studi di promozione pubblicitaria

SG83U	(primo anno di applicazione 2002)
	92.61.2 - Gestione di piscine
	92.61.3 - Gestione di campi da tennis
	92.61.4 - Gestione di impianti polivalenti
	92.61.5 - Gestione di palestre sportive
	92.61.6 - Gestione di altri impianti sportivi n.c.a.

SG85U	(primo anno di applicazione 2002)
	92.34.1 - Sale da ballo e simili

SG87U	(primo anno di applicazione 2002)
	74.14.1 - Consulenza finanziaria
	74.14.4 - Consulenza amministrativo-gestionale e pianificazione aziendale
	74.14.6 - Agenzie di informazioni commerciali

SG88U	(primo anno di applicazione 2001)
	74.85.3 - Richiesta certificati e disbrigo pratiche
	80.41.0 - Autoscuole, scuole di pilotaggio e nautiche

SG89U	(primo anno di applicazione 2001)
	74.85.1 - Videoscrittura, stenografia e fotocopiatura

SK23U	(primo anno di applicazione 2002)
	74.20.2 - Servizi di ingegneria integrata

SK24U	(primo anno di applicazione 2002)
	74.14.B - Consulenze fornite da agrotecnici e periti agrari

SK25U	(primo anno di applicazione 2002)
	74.14.A - Consulenze fornite da agronomi

SM13U	(primo anno di applicazione 2002)
	52.47.2 - Commercio al dettaglio di giornali, riviste e periodici

SM23U	(primo anno di applicazione 2001)
	51.46.1 - Commercio all'ingrosso di medicinali
	51.46.2 - Commercio all'ingrosso di articoli medicali ed ortopedici

SM24U	(primo anno di applicazione 2001)
	51.47.2 - Commercio all'ingrosso di carta, cartone e articoli di cartoleria

SM26U	(primo anno di applicazione 2000)
	51.57.1 - Commercio all'ingrosso di rottami e sottoprodotti della lavorazione industriale metallici 51.57.2 - Commercio all'ingrosso di altri materiali di recupero non metallici (vetro, carta, cartoni, ecc.)

SM31U	(primo anno di applicazione 2001)
	51.47.5 - Commercio all'ingrosso di orologi e gioielleria

SM33U	(primo anno di applicazione 2002)
	51.24.1 - Commercio all'ingrosso di cuoio e di pelli gregge e lavorate (escluse le pelli per pellicceria) 51.24.2 - Commercio all'ingrosso di pelli gregge e lavorate per pellicceria 51.42.2 - Commercio all'ingrosso di pellicce

SM34U	(primo anno di applicazione 2002)
	51.42.4 - Commercio all'ingrosso di calzature e accessori 51.47.8 - Commercio all'ingrosso di articoli in cuoio e articoli da viaggio

SM39U	(primo anno di applicazione 2002)
	52.48.D - Commercio al dettaglio di combustibili per uso domestico e per riscaldamento

SM40B	(primo anno di applicazione 2002)
	52.62.A - Commercio al dettaglio ambulante a posteggio fisso di fiori, piante e sementi 52.63.A - Commercio al dettaglio ambulante itinerante di fiori, piante e sementi

SM42U	(primo anno di applicazione 2002)
	52.32.0 - Commercio al dettaglio di articoli medicali e ortopedici

SM43U	(primo anno di applicazione 2002)
	52.46.4 - Commercio al dettaglio di macchine, attrezzature e prodotti per l'agricoltura e il giardinaggio

SM44U	(primo anno di applicazione 2002)
	52.48.1 - Commercio al dettaglio di macchine e attrezzature per ufficio

SM45U	(primo anno di applicazione 2002)
	52.50.2 - Commercio al dettaglio di mobili usati e di oggetti di antiquariato

SM46U	(primo anno di applicazione 2002)
	51.47.4 - Commercio all'ingrosso di articoli per fotografia, cinematografia, ottica e di strumenti scientifici

SM48U	(primo anno di applicazione 2002)
	52.48.B - Commercio al dettaglio di piccoli animali domestici

06A03146

PROVVEDIMENTO 20 marzo 2006.

Accertamento del periodo di mancato funzionamento degli sportelli del pubblico registro automobilistico, in Brescia.

IL DIRETTORE REGIONALE
DELLA LOMBARDIA

In base alle attribuzioni conferitegli dalle norme riportate nel seguito del presente atto;

Dispone:

È accertato il mancato funzionamento degli sportelli del pubblico registro automobilistico sito in Brescia, nel giorno 13 febbraio 2006, a seguito di un guasto alle linee dati Telecom.

Motivazione.

L'Ufficio provinciale ACI di Brescia ha comunicato, con nota n. 277 del 14 febbraio 2006, la chiusura al pubblico degli sportelli il giorno 13 febbraio 2006, causa guasto linee dati Telecom.

In dipendenza di quanto sopra la Procura generale della Repubblica di Brescia, con nota del 13 marzo 2006, prot. n. 401/2006, ha chiesto alla scrivente l'emissione del relativo provvedimento di mancato funzionamento.

Il presente atto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Riferimenti normativi:

Decreto-legge 21 giugno 1961, n. 498, convertito, con modificazioni, nella legge 28 luglio 1961, n. 770 e successive modifiche.

Statuto dell'Agenzia delle entrate (articoli 11 e 13, comma 1).

Regolamento d'amministrazione dell'Agenzia delle entrate (articoli 4 e 7, comma 1).

Milano, 20 marzo 2006

Il direttore regionale: MAZZARELLI

06A03087

COMITATO INTERMINISTERIALE PER LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

DELIBERAZIONE 2 dicembre 2005.

1° Programma delle opere strategiche (legge n. 433/2001) - Velocizzazione linea ferroviaria Catania-Siracusa. (Deliberazione n. 147/2005).

IL COMITATO INTERMINISTERIALE
PER LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Vista la legge 21 dicembre 2001, n. 443, che, all'art. 1, ha stabilito che le infrastrutture pubbliche e private e gli insediamenti strategici e di preminente interesse nazionale, da realizzare per la modernizzazione e lo sviluppo del Paese, vengano individuati dal Governo attraverso un programma formulato secondo i criteri e le indicazioni procedurali contenuti nello stesso articolo, demandando a questo Comitato di approvare, in sede di prima applicazione della legge, il suddetto programma entro il 31 dicembre 2001;

Vista la legge 1° agosto 2002, n. 166, che, all'art. 13, oltre a recare modifiche al menzionato art. 1 della legge n. 443/2001 ed autorizzare limiti di impegno quindicennali per la progettazione e la realizzazione delle opere incluse nel programma approvato da questo Comitato e per interventi nel settore idrico di competenza del Ministero delle infrastrutture e dei trasporti, prevede che gli interventi medesimi siano ricompresi in intese generali quadro tra il Governo e ogni singola regione o provincia autonoma al fine del congiunto coordinamento e realizzazione delle opere;

Visto il decreto legislativo 20 agosto 2002, n. 190, attuativo dell'art. 1 della menzionata legge n. 443/2001;

Visti, in particolare, l'art. 1 della citata legge n. 443/2001, come modificato dall'art. 13 della legge n. 166/2002, e l'art. 2 del decreto legislativo n. 190/2002, che attribuiscono la responsabilità dell'istruttoria e la funzione di supporto alle attività di questo Comitato al Ministero delle infrastrutture e dei trasporti, che può in proposito avvalersi di apposita «struttura tecnica di missione»;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 8 giugno 2001, n. 327, recante il testo unico delle disposizioni legislative e regolamentari in materia di espropriazione per pubblica utilità, come modificato — da ultimo — dal decreto legislativo 27 dicembre 2004, n. 330;

Visto l'art. 11 della legge 16 gennaio 2003, n. 3, recante «Disposizioni ordinamentali in materia di pubblica amministrazione», secondo il quale, a decorrere dal 1° gennaio 2003, ogni progetto di investimento pubblico deve essere dotato di un codice unico di progetto (CUP);

Visto il decreto legislativo 17 agosto 2005, n. 189, che apporta modifiche ed integrazioni al citato decreto legislativo n. 190/2002;

Vista la delibera 21 dicembre 2001, n. 121 (*Gazzetta Ufficiale* n. 51/2002 supplemento ordinario), con la quale questo Comitato, ai sensi del più volte richiamato art. 1 della legge n. 443/2001, ha approvato il 1° Programma delle opere strategiche, che include, nel «Corridoio plurimodale tirrenico - nord Europa» tra i sistemi ferroviari, l'«asse ferroviario Salerno-Reggio Calabria-Palermo-Catania», per il quale indica un costo di 12.291,674 Meuro;

Vista la delibera 27 dicembre 2002, n. 143 (*Gazzetta Ufficiale* n. 87/2003, errata corrige in *Gazzetta Ufficiale* n. 140/2003), con la quale questo Comitato ha definito il sistema per l'attribuzione del CUP, che deve essere richiesto dai soggetti responsabili di cui al punto 1.4 della delibera stessa;

Vista la delibera 25 luglio 2003, n. 63 (*Gazzetta Ufficiale* n. 248/2003), con la quale questo Comitato ha formulato, tra l'altro, indicazioni di ordine procedurale riguardo alle attività di supporto che il Ministero delle infrastrutture e dei trasporti è chiamato a svolgere ai fini della vigilanza sull'esecuzione degli interventi inclusi nel 1º Programma delle infrastrutture strategiche;

Vista la delibera 29 settembre 2004, n. 24 (*Gazzetta Ufficiale* n. 276/2004), con la quale questo Comitato ha stabilito che il CUP deve essere riportato su tutti i documenti amministrativi e contabili, cartacei ed informatici, relativi a progetti di investimento pubblico, e deve essere utilizzato nelle banche dati dei vari sistemi informativi, comunque interessati ai suddetti progetti;

Visto il decreto emanato dal Ministro dell'interno il 14 marzo 2003 di concerto con il Ministro della giustizia e il Ministro delle infrastrutture e dei trasporti, come integrato dai decreti dell'8 giugno 2004 e 24 giugno 2005, con il quale — in relazione al disposto dell'art. 15, comma 5, del decreto legislativo n. 190/2002 — è stato costituito il Comitato di coordinamento per l'alta sorveglianza delle grandi opere;

Vista la nota 5 novembre 2004, n. COM/3001/1, con la quale il coordinatore del predetto Comitato di coordinamento per l'alta sorveglianza delle grandi opere espone le linee guida varate dal Comitato nella seduta del 27 ottobre 2004;

Vista la sentenza n. 303 del 25 settembre 2003 con la quale la Corte costituzionale, nell'esaminare le censure mosse alla legge n. 443/2001 ed ai decreti legislativi attuativi, si richiama all'imprescindibilità dell'intesa tra Stato e singola regione ai fini dell'attuabilità del programma delle infrastrutture strategiche interessanti il territorio di competenza, sottolineando come l'intesa possa anche essere successiva ad un'individuazione effettuata unilateralmente dal Governo e precisando che i finanziamenti concessi all'opera sono da considerare inefficaci finché l'intesa non si perfezioni;

Vista la nota 26 ottobre 2005, n. 510, con la quale il Ministero delle infrastrutture e dei trasporti ha trasmesso la relazione istruttoria sul progetto preliminare della «velocizzazione della linea Catania-Siracusa», proponendone l'approvazione in linea tecnica;

Viste le successive note 24 novembre 2005, n. 565 e n. 569, con le quali la suddetta Amministrazione ha trasmesso, rispettivamente, precisazioni in merito al progetto e — tra l'altro — le schede di cui alla richiamata delibera n. 63/2003;

Considerato che questo Comitato ha conferito carattere programmatico al quadro finanziario riportato nell'allegato 1 della suddetta delibera n. 121/2001, riservandosi di procedere successivamente alla ricognizione delle diverse fonti di finanziamento disponibili per ciascun intervento;

Considerato che l'opera oggetto della presente delibera è compresa nell'Intesa generale quadro tra Governo e regione Siciliana, sottoscritta il 14 ottobre 2003, nell'ambito delle «infrastrutture di preminente interesse nazionale a carattere interregionale» nella «tratta siciliana dell'asse ferroviario Salerno-Reggio Calabria»;

Considerato che questo Comitato, con delibera 27 maggio 2005, n. 62, ha approvato, in linea meramente tecnica, il progetto preliminare della «raddoppio linea Messina-Catania: tratta Giampilieri-Fiumefreddo» incluso nella citata infrastruttura strategica «asse ferroviario Salerno-Reggio Calabria-Palermo-Catania»;

Considerato che le indicazioni riportate nella scheda ex delibera n. 63/2003 sui sub-interventi riconducibili alla voce «asse ferroviario Salerno-Reggio Calabria-Palermo-Catania» non sono recepibili in questa sede, in quanto il costo complessivo dei medesimi non è coerente con quello dei documenti programmatori sinora licenziati, e possono essere valutate solo in sede di eventuale ulteriore rivisitazione del programma;

Considerato che il progetto «velocizzazione Catania-Siracusa» è incluso — tra i «nuovi progetti di legge obiettivo» — nel Piano delle priorità degli interventi ferroviari (PPI) - edizione aprile 2004, che questo Comitato, con delibera 20 dicembre 2004, n. 91, ha approvato per l'anno 2005 e, in via programmatica, per gli anni successivi;

Udita la relazione del Ministro delle infrastrutture e dei trasporti, il quale propone l'approvazione, con prescrizioni, del progetto preliminare «velocizzazione della linea ferroviaria Catania-Siracusa: tratta Bicocca-Targia»;

Acquisita in seduta l'intesa del Ministro dell'economia e delle finanze;

Prende atto:

delle risultanze dell'istruttoria svolta dal Ministero delle infrastrutture e dei trasporti ed in particolare:

sotto l'aspetto tecnico-procedurale:

che l'opera fa parte del corridoio ferroviario tirrenico-nord Europa, è inclusa nella infrastruttura strategica «asse ferroviario Salerno-Reggio Calabria-Palermo-Catania» di cui all'allegato 1 della citata delibera n. 121/2001, e, in particolare, nella linea ferroviaria Messina-Catania-Siracusa, che si sviluppa in territorio siciliano complessivamente per 178 km;

che su detta linea ferroviaria Messina-Catania-Siracusa sono in programma e/o in corso di realizzazione interventi di potenziamento e raddoppio, mentre, con riferimento alla tratta Catania-Siracusa, il raddoppio è già attivato nelle tratte Catania-Acquicella-Bicocca e Targia-Siracusa;

che l'intervento sottoposto a questo Comitato costituisce una prima fase funzionale dell'adeguamento e raddoppio della linea Catania-Siracusa, e riguarda, in particolare, la velocizzazione di detta linea ferroviaria nel tratto Bicocca-Targia, compreso tra il chilometro 236,800 e il chilometro 301,890, per uno sviluppo complessivo di 71,876 km;

che gli obiettivi generali che si intendono perseguire con l'intervento all'esame consistono nella riduzione di tempi di percorrenza di circa il 10% rispetto a quelli attuali, nella istituzione dei ranghi di velocità «C» — ove non presente — e «P», nel miglioramento del comfort di marcia, nella riduzione delle interferenze con la viabilità stradale e nell'aumento generalizzato degli indici di affidabilità;

che la suddetta tratta è attualmente elettrificata a semplice binario e consente velocità di tracciato comprese tra 75 e 125 km/h, in rango A, per un tempo di percorrenza virtuale di 44 minuti;

che lungo il tracciato sono presenti 10 stazioni tra le quali la stazione di Bicocca, dove è presente la diramazione per Palermo, e la stazione di Lentini, dove è presente la diramazione per la linea Caltagirone-Gela;

che, inoltre, lungo il tracciato sono presenti 5 gallerie e 21 passaggi a livello;

che gli interventi previsti consistono essenzialmente in adeguamenti e messa a norma e si articolano sinteticamente in:

stabilizzazione del corpo stradale a seguito di cedimenti dovuti a problematiche idrogeologiche;

regimentazione idraulica;

ripristino delle continuità strutturali delle opere d'arte;

demolizione e ricostruzione di tre cavalcavia;

realizzazione sentieri pedonali e nicchie in galleria per adeguamento alla normativa antinfortunistica;

modeste rettifiche del tracciato, da pochi centimetri ad un massimo di 6 m rispetto alla posizione attuale del binario;

realizzazione della variante Valsavoia tra il chilometro 244,100 e il chilometro 248,500, in galleria naturale a semplice binario;

eliminazione dei passaggi a livello ovvero spostamento dei pedali e verifica della visibilità per i passaggi a livello privati;

che la quasi totalità dei lavori interessa il perimetro della proprietà ferroviaria e che gli espropri sono limitati ad interventi di carattere puntiforme, quali rettifiche di tracciato e realizzazione di nuovi cavalcavia; ad eccezione della variante di tracciato della galleria Valsavoia;

che il progetto preliminare dell'opera è stato trasmesso dal soggetto aggiudicatore, Rete ferroviaria italiana S.p.a. (RFI S.p.a.), al Ministero delle infrastrutture e dei trasporti, alla regione Siciliana e alle Amministrazioni interessate;

che il Ministero dell'ambiente e della tutela del territorio, con note 24 dicembre 2003, n. 14920/VIA, e 21 luglio 2004, n. 17039, non ha ritenuto il progetto assoggettabile alla procedura di VIA a carattere nazionale a motivo del carattere locale degli impatti prodotti dall'opera, ritenendolo tuttavia assoggettabile alla Valutazione di incidenza a carattere regionale;

che il soggetto aggiudicatore, con note 26 luglio 2004, n. DMA/DCI/PA/7718, e 10 settembre 2004, n. DMA/DCI/PA/8913, su richiesta della Soprintendenza archeologica di Siracusa, ha manifestato la volontà di stralciare dal progetto preliminare le opere necessarie per la soppressione di passaggi a livello ricadenti nelle aree archeologiche vincolate di Cantera, Megara Hyblaea, Fondaco Nuovo;

che il presidente della regione Siciliana ha espresso parere favorevole ai fini della intesa Stato-regione sulla localizzazione urbanistica dell'opera;

che la regione Siciliana - Dipartimento regionale territorio ed ambiente - servizio 2 VAS - VIA, con nota 28 ottobre 2004, n. 69812, ha espresso parere favorevole, con prescrizioni, in merito alla Valutazione di incidenza;

che la regione Siciliana - Assessorato turismo, comunicazione e trasporti - Dipartimento trasporti e comunicazioni -* servizio 4 trasporto regionale ferroviario, con note 15 aprile 2005, n. 174, e 16 maggio 2005, n. 218, ha espresso parere favorevole, con prescrizioni, al progetto preliminare dell'opera;

che parere favorevole, con prescrizioni, ha espresso altresì il Ministero per i beni e le attività culturali con nota BCP/503, prot. 34.19.04/2189 del 12 ottobre 2005;

che il Ministero delle infrastrutture e dei trasporti propone le prescrizioni da formulare in sede di approvazione del progetto, esponendo le motivazioni in caso di mancato recepimento di osservazioni avanzate nella fase istruttoria, ed evidenzia le principali interferenze;

che, tra le prescrizioni accolte, due concernono la necessità di sviluppare nel progetto definitivo le varianti alla prevista galleria Valsavoia e all'esistente ponte di Gornalunga in coerenza con la versione progettuale preliminare esaminata in un tavolo tecnico del 25 maggio 2005, tavolo tecnico che ha espresso parere favorevole al nuovo tracciato;

sotto l'aspetto attuativo:

che il soggetto aggiudicatore è RFI S.p.a.;

che la modalità prevista per l'affidamento dei lavori è l'appalto integrato;

che il tempo previsto per l'esecuzione dell'opera, al netto del tempo necessario per attività propedeutiche ed autorizzative, è pari a 3,5 anni e che l'ultimazione dei lavori è prevista nell'anno 2010;

che il CUP del progetto è J11H03000150001;

sotto l'aspetto finanziario:

che il costo complessivo dell'intervento è quantificato in 75.921.965 euro, così articolati:

(importi in euro)

Voce	Importo	Percentuale
valutazione tecnica	65.984.464	86,9
servizi di ingegneria e alta sorveglianza	4.948.835	6,5
costi interni RFI (fino alla consegna dell'opera)	3.500.000	4,6
spese generali del committente	1.488.666	2,0

che nel quadro economico - valutazione tecnica dell'investimento sono previste una quota per barriere antirumore di 3.925.619,83 euro ed una quota per imprevisti di 4.887.738, pari rispettivamente al 5,9% e al 7,4% del totale della suddetta valutazione tecnica;

che, come specificato dal Ministero delle infrastrutture e dei trasporti con nota 24 novembre 2005, n. 565, l'accoglimento delle prescrizioni che comportano aumento di spesa è compensato dalle riduzioni di spesa conseguenti allo stralcio — dal progetto di cui alla istruttoria del suddetto Ministero — delle opere sostitutive dei passaggi a livello che ricadono nelle aree archeologiche vincolate di Cantera, Megara Hyblaea, Fondaco Nuovo;

che, pertanto, il costo complessivo dell'intervento è confermato pari a 75.921.965 euro;

che l'analisi costi-benefici (condotta tenendo conto dell'entrata in esercizio del raddoppio dell'intera linea Messina-Catania-Siracusa, calcolando un orizzonte temporale al 2035, e utilizzando un tasso di sconto pari al 5%) presenta un valore attuale netto economico (VANE) di circa 857 Meuro, il che conferma l'opportunità dell'intervento, mentre l'analisi di redditività del progetto evidenzia un tasso di rendimento interno economico quantificato nel 33,6%;

che è stata condotta un'analisi di sensitività (+10% costi e –10% traffico acquisito) che porta i suddetti valori, rispettivamente, a 741 Meuro e al 30,7%;

che la copertura finanziaria dell'opera è rinviata alla approvazione del progetto definitivo, con riserva di richiesta di finanziamento a carico delle risorse di cui all'art. 13 della legge n. 166/2002;

Delibera:

1. Approvazione progetto preliminare.

1.1 Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo n. 190/2002, nonché ai sensi dell'art. 10 del decreto del Presidente della Repubblica n. 327/2001, come modificato — da ultimo — dal decreto legislativo n. 330/2004, è approvato, con le prescrizioni e le raccomandazioni proposte dal Ministero delle infrastrutture e dei trasporti, il progetto preliminare «velocizzazione della linea ferroviaria Catania-Siracusa: tratta Bicocca-Targia». Tale approvazione vale anche ai fini dell'attestazione di compatibilità ambientale e dell'apposizione del vincolo preordinato all'esproprio - ad eccezione delle tratte «galleria Valsavoia» e «ponte Gornalunga». È conseguentemente perfezionata, ad ogni fine urbanistico ed edilizio, l'intesa Stato-regione sulla localizzazione dell'opera.

1.2 Ai sensi del citato art. 3, comma 3, del decreto legislativo n. 190/2002, l'importo di 75.921.965 euro, di cui alla precedente «presa d'atto», costituisce il limite di spesa dell'intervento.

1.3 Le prescrizioni citate al punto 1.1, a cui è condizionata l'approvazione del progetto, sono riportate nella parte I dell'allegato, che forma parte integrante della presente delibera.

Le raccomandazioni proposte dal Ministero delle infrastrutture e dei trasporti sono riportate nella parte II del citato allegato: il soggetto aggiudicatore, qualora ritenga di non poter dar seguito a qualcuna di dette raccomandazioni, fornirà, al riguardo, puntuale motivazione in modo da consentire al citato Ministero di esprimere le proprie valutazioni e di proporre a questo Comitato, se del caso, misure alternative.

2. Copertura finanziaria.

La individuazione della copertura finanziaria sarà effettuata in sede di esame del progetto definitivo, anche in relazione alle risultanze del piano economico-finanziario previsto dall'art. 4, comma 134 e seguenti, della legge 24 dicembre 2003, n. 350.

Il Ministero delle infrastrutture e dei trasporti, in occasione della sottoposizione di detto progetto a questo Comitato, provvederà ad aggiornare la scheda ex delibera n. 63/2003, indicando le fonti di copertura dell'opera e riportando la prevista distribuzione annuale dei

costi, fermo restando che la quota da porre a carico delle risorse destinate all'attuazione del 1° Programma delle infrastrutture strategiche per l'intero complesso di interventi riconducibili alla voce «asse ferroviario Salerno-Reggio Calabria-Palermo-Catania-Siracusa» non potrà superare — salva compensazione — quella indicata nella richiamata delibera n. 121/2001.

3. Disposizioni finali.

3.1 Il Ministero delle infrastrutture e dei trasporti provvederà ad assicurare, per conto di questo Comitato, la conservazione dei documenti componenti il progetto preliminare approvato con la presente delibera.

3.2 Il Ministero delle infrastrutture e dei trasporti, in sede di approvazione della progettazione definitiva, provvederà alla verifica di ottemperanza alle prescrizioni che debbono essere recepite in tale fase.

Il soggetto aggiudicatore procederà alla verifica delle prescrizioni che debbono essere attuate nelle fasi successive, fornendo assicurazione al riguardo al Ministero delle infrastrutture e dei trasporti, e curando, tra l'altro, che le prescrizioni da assolvere nella fase di cantierizzazione siano inserite nel capitolato speciale di appalto e poste a carico dell'esecutore dei lavori.

3.3 Il suddetto Ministero provvederà a svolgere le attività di supporto intese a consentire a questo Comitato di espletare i compiti di vigilanza sulla realizzazione delle opere ad esso assegnati dalla normativa citata in premessa, tenendo conto delle indicazioni di cui alla delibera n. 63/2003 sopra richiamata.

3.4 Questo Comitato si riserva, in fase di approvazione del progetto definitivo dell'opera e in adesione alle richieste rappresentate nella citata nota del coordinatore del Comitato di coordinamento per l'alta sorveglianza delle grandi opere, di dettare prescrizioni intese a rendere più stringenti le verifiche antimafia, prevedendo — tra l'altro — lo svolgimento di accertamenti anche nei confronti degli eventuali subcontraenti e subaffidatari, indipendentemente dall'importo dei lavori, e forme di monitoraggio durante la realizzazione dei lavori.

3.5 Il codice unico di progetto (CUP), assegnato al progetto in argomento, ai sensi della delibera n. 24/2004, va evidenziato nella documentazione amministrativa e contabile riguardante l'intervento di cui alla presente delibera.

Roma, 2 dicembre 2005

Il Presidente delegato
TREMONTI

Il segretario del CIPE
MOLGORA

Registrato alla Corte dei conti il 17 marzo 2006
Ufficio di controllo Ministeri economico-finanziari, registro n. 2 Economia e finanze, foglio n. 8

ALLEGATO

VELOCIZZAZIONE LINEA FERROVIARIA
CATANIA-SIRACUSA (TRATTA BICOCCA-TARGIA)

PRESCRIZIONI E RACCOMANDAZIONI PROPOSTE
DAL MINISTERO DELLE INFRASTRUTTURE E DEI TRASPORTI

PARTE I

Prescrizioni

I.1 - *Prescrizioni da recepire nel progetto definitivo.*

Si prescrive che:

1) dal progetto preliminare siano stralciate le opere relative alla soppressione dei passaggi a livello di Cantera, Megara Hyblaea e Fondaco Nuovo, così come per esplicita determinazione del soggetto aggiudicatore;

2) per le altre opere di soppressione dei passaggi a livello ricadenti in aree suscettibili di tutela previste nel progetto preliminare che il Soggetto Aggiudicatore intende realizzare, le aree di sedime delle opere siano preventivamente sottoposte ad esaustive indagini archeologiche interamente a carico del Soggetto Aggiudicatore;

3) i passaggi a livello di cui al punto 1 restino in esercizio a meno che non sia ripresentato nuovo progetto per la relativa approvazione così come richiesto dalla Sopraintendenza archeologica di Siracusa;

4) vengano rispettate le condizioni stabilite dalla Sopraintendenza archeologica di Siracusa che ha indicato al Soggetto Aggiudicatore le aree sottoposte a tutela, quelle pertinenti il Demanio regionale e quelle suscettibili di tutela e che ha sottolineato come le prime due debbono essere assolutamente rispettate, riservandosi di esprimere il proprio parere sulle opere che interessano le aree suscettibili di tutela sulla base di preventive ed esaustive indagini archeologiche, da effettuarsi a carico del medesimo Soggetto Aggiudicatore;

5) come richiesto dalla Soprintendenza archeologica di Catania, venga effettuata da parte della stessa Soprintendenza la sorveglianza dei lavori. A tal scopo la RFI e l'impresa appaltatrice dei lavori dovranno comunicare ufficialmente, con anticipo di almeno venti giorni, l'inizio effettivo degli stessi;

6) che venga acquisito il nulla osta da parte della provincia regionale di Catania, quale Ente gestore, e dall'Assessorato regionale territorio ed ambiente competenti tenuto conto che l'area del fiume Simeto, interessata dall'attraversamento, ricade all'interno della zona «A» della Riserva naturale orientata «Oasi del Simeto»;

7) nel quadro economico del progetto definitivo siano allocate le opportune somme per l'effettuazione di indagini archeologiche finalizzate al recupero di testimonianze di interesse archeologico;

8) il progetto definitivo dovrà essere corredato di apposito studio di incidenza che tenga conto soprattutto dell'influenza che la fase di cantiere potrebbe avere sugli habitat e le specie per i quali i siti della Rete Natura 2000 in argomento sono stati designati, come riportato nei formulari Natura 2000 relativi ai singoli siti; lo studio dovrà altresì individuare tutte le misure di mitigazione e compensazione eventualmente necessarie a ridurre o annullare i possibili impatti;

9) il progetto definitivo dovrà contenere ogni accorgimento utile a mitigare il rischio di frammentazione del territorio, prevedendo la realizzazione di appositi passaggi per la fauna terrestre, in particolare laddove è prevista la posa in opera di barriere antirumore e con particolare riferimento all'area SIC/ZPS ITA 090014 «Saline di Augusta»;

10) il progetto definitivo dovrà sviluppare la variante alla prevista galleria Valsavoia secondo la versione preliminare esaminata nella riunione di tavolo tecnico del 25 maggio 2004 che ha espresso parere favorevole al nuovo tracciato;

11) il progetto definitivo dovrà sviluppare la variante in affiancamento all'esistente ponte di Gomalunga secondo la versione preliminare esaminata nella riunione di tavolo tecnico del 25 maggio 2004 che ha espresso parere favorevole al nuovo tracciato.

I.2 - *Prescrizioni in fase di esecuzione dei lavori.*

12) dovrà essere posta particolare cura nell'evitare di abbattere essenze vegetali arboree e/o arbustive, prevedendone, ove ciò non risultasse fattibile, il reimpianto e curandone l'attecchimento.

PARTE II

Raccomandazioni

Si raccomanda che nell'elaborazione del progetto definitivo per gli aspetti archeologici siano effettuati sopralluoghi di verifica congiuntamente a tecnici della Sopraintendenza di Siracusa.

Pur riconoscendo che esula dal progetto in istruttoria la problematica della ricucitura del parco archeologico di Megara Hyblaea diviso dalla linea ferroviaria storica, si raccomanda al Soggetto aggiudicatore di dar corso, congiuntamente alla struttura della Sopraintendenza di Siracusa - Servizio II Beni archeologici, ad uno studio di fattibilità che ponga le basi per una possibile soluzione, ove realizzabile, della problematica evidenziata.

06A03149

DELIBERAZIONE 2 dicembre 2005.

Regioni Sicilia e Sardegna - Recupero risorse fondo sanitario nazionale, anni 2001-2002-2003, per differente importo complessivo IRAP e addizionale regionale IRPEF introitato rispetto a quello stimato. (Deliberazione n. 141/2005).

IL COMITATO INTERMINISTERIALE PER LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Vista la legge 23 dicembre 1978, n. 833, istitutiva del Servizio sanitario nazionale;

Visto il decreto legislativo 30 dicembre 1992, n. 502, e successive modificazioni ed integrazioni, concernente il riordino della disciplina in materia sanitaria, a norma dell'art. 1 della legge 23 ottobre 1992, n. 421;

Visto il decreto legislativo 15 dicembre 1997, n. 446, concernente l'«Istituzione dell'imposta regionale sulle attività produttive, revisione degli scaglioni, delle aliquote e delle detrazioni dell'IRPEF e istituzione di una addizionale regionale a tale imposta, nonché riordino della disciplina dei tributi locali»;

Visti i commi 1 e 3 dell'art. 39 del predetto decreto legislativo n. 446/1997, recante la ripartizione del Fondo sanitario nazionale, che dispongono che questo Comitato provveda, d'intesa con la Conferenza Stato-regioni all'assegnazione definitiva alle regioni, delle quote del Fondo sanitario nazionale - parte corrente - tenuto conto dell'importo effettivamente riscosso dalle regioni a titolo di IRAP e addizionale IRPEF rispetto all'importo stimato assegnato;

Visto l'art. 1, commi 1 e 2, del decreto legislativo 18 febbraio 2000, n. 56, concernente la soppressione dei trasferimenti erariali a favore delle regioni a statuto ordinario a partire dall'anno 2001, relativi al finanziamento della spesa sanitaria corrente e in conto capitale;

Viste le proprie delibere 8 marzo 2001, n. 32, 31 gennaio 2003, n. 1 e 14 marzo 2003, n. 8, con le quali sono stati indicati gli importi stimati a favore delle regioni Sicilia e Sardegna dell'IRAP e dell'addizionale IRPEF relativamente agli anni 2001, 2002 e 2003;

Vista la proposta del Ministro della salute del 3 gennaio 2005, trasmessa in data 11 agosto 2005, prot. n. 21277/D.G.PROG/IV, con la quale propone a titolo di conguaglio del Fondo sanitario nazionale per gli anni 2001, 2002 e 2003, il recupero della differenza tra le somme IRAP e addizionale IRPEF effettivamente introitate dalle regioni Sicilia e Sardegna, rispetto alle somme stimate;

Vista l'intesa espressa dalla Conferenza Stato-regioni nella seduta del 14 luglio 2005, atto repertorio n. 2325, ai sensi del comma 1, lettera *a)* dell'art. 115 del decreto legislativo 31 marzo 1998, n. 112;

Delibera:

Per gli anni 2001, 2002 e 2003 nei confronti delle regioni Sicilia e Sardegna, vanno effettuati i recuperi degli importi di seguito indicati:

Anno 2001	Sicilia	Recupero	€ 54.927.723,00
Anno 2002	»	»	€ 85.734.673,00
Anno 2003	»	»	€ 99.200.760,00
		Totale . . .	€ 239.863.156,00
Anno 2001	Sardegna	Recupero	€ 16.942.893,00
Anno 2002	»	»	€ 18.766.998,00
Anno 2003	»	»	€ 30.412.195,00
		Totale . . .	€ 66.122.086,00

Nella tabella allegata che fa parte integrante della presente deliberazione, per il periodo sopraindicato, è riportato il gettito complessivo dell'IRAP e dell'addizionale IRPEF effettivamente riscosso dalle regioni, e quello stimato, assegnato con le delibere indicate in premessa.

Roma, 2 dicembre 2005

Il Presidente delegato
TREMONTI

Il segretario del CIPE
MOLGORA

Registrato alla Corte dei conti il 17 marzo 2006
Ufficio di controllo Ministeri economico-finanziari, registro n. 2, Economia e finanze, foglio n. 7

TABELLA

FSN 2001, 2002 E 2003: CONGUAGLI PER DIFFERENTE IMPORTO RISCOSSO
A TITOLO DI IRAP E ADDIZIONALE REGIONALE IRPEF RISPETTO A QUELLO STIMATO

(Importi in euro)

	2001			2002			2003			Totale recuperi
	Importo riscosso (a)	Importo stimato (b)	Recuperi (b-a)	Importo riscosso (a)	Importo stimato (b)	Recuperi (b-a)	Importo riscosso (a)	Importo stimato (b)	Recuperi (b-a)	
Sicilia	1.429.219.531,00	1.374.291.808,00	– 54.927.723,00	1.553.754.829,00	1.468.020.156,00	– 85.734.673,00	1.607.065.948,00	1.507.865.188,00	– 99.200.760,00	– 239.863.1 56,00
Sardegna .	565.936.577,00	548.993.684,00	– 16.942.893,00	602.097.740,00	583.330.742,00	– 18.766.998,00	629.937.440,00	599.525.245,00	– 30.412.195,00	– 66.122.086,00
Totale . . .	1.995.156.108,00	1.923.285.492,00	– 71.870.61 6,00	2.155.852.569,00	2.051.350.898,00	– 104.501.671,00	2.237.003.388,00	2.107.390.433,00	– 129.612.955,00	– 305.985.242,00

06A03148

AGENZIA DEL TERRITORIO

DECRETO 13 marzo 2006.

Accertamento del periodo di irregolare funzionamento di alcune sedi dell'Ufficio provinciale di Napoli.

IL DIRETTORE REGIONALE
DELLA CAMPANIA

Visto il decreto-legge 21 giugno 1961, n. 498, convertito, con modificazioni, nella legge 28 luglio 1961, n. 770, recante norme per la sistemazione di talune situazioni dipendenti da mancato o irregolare funzionamento degli Uffici finanziari;

Vista la legge 25 ottobre 1985, n. 592;

Visto il decreto legislativo 30 marzo 2001, n. 165;

Visto il decreto del Ministero delle finanze n. 1390 del 28 dicembre 2000, registrato alla Corte dei conti il 29 dicembre 2000, registro n. 5 Finanze, foglio n. 278, con cui a decorrere dal 1° gennaio 2001 è stata resa esecutiva l'Agenzia del territorio prevista dall'art. 64 del decreto-legge 30 luglio 1999, n. 300;

Visto l'art. 10 del decreto legislativo 26 gennaio 2001, n. 32, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 53 del 5 marzo 2001, che ha modificato gli articoli 1 e 3 del citato decreto-legge n. 498/1961, sancendo che prima dell'emissione del decreto di accertamento del periodo di mancato o irregolare funzionamento dell'ufficio occorre verificare che lo stesso non sia dipeso da disfunzioni organizzative dell'Amministrazione finanziaria e sentire al riguardo il Garante per il contribuente;

Vista la disposizione dell'Agenzia del territorio del 10 aprile 2001, prot. n. R/16123, che individua nella Direzione compartimentale la struttura competente ad adottare i decreti di mancato o irregolare funzionamento degli Uffici dell'Agenzia;

Vista la disposizione organizzativa n. 24 del 26 febbraio 2003, prot. n. 17500/2003, con la quale l'Agenzia del territorio dispone l'attivazione, a far data dal 1° marzo 2003, delle Direzioni regionali e la contestuale cessazione delle Direzioni compartimentali;

Vista la nota prot. n. 4963 del 23 febbraio 2006 dell'Ufficio provinciale di Napoli, con la quale è stata comunicata la causa ed il periodo dell'irregolare funzionamento del Settore dei servizi all'utenza della circoscrizione Napoli 1, circoscrizione Napoli 2 e della sede di via De Gasperi n. 16, nel giorno 22 febbraio 2006 dell'Ufficio medesimo;

Accertato che l'irregolare funzionamento dell'ufficio in oggetto è da attribuirsi alla notevole partecipazione del personale all'assemblea sindacale indetta dalle organizzazioni sindacali CCGL - CISL - UIL e SALFI;

Ritenuto che la suesposta causa deve considerarsi evento di carattere eccezionale non riconducibile a disfunzioni organizzative dell'Ufficio;

Sentito il Garante del contribuente che, con nota n. 167 del 9 marzo 2006, ha espresso parere favorevole in merito;

Decreta:

È accertato l'irregolare funzionamento del Settore dei servizi all'utenza dell'Ufficio provinciale di Napoli, nel giorno 22 febbraio 2006 dalle ore 8 alle ore 10,30 e specificamente:

circoscrizione Napoli 1: irregolare funzionamento tassazione, servizio pubblicità immobiliare;

circoscrizione Napoli 2: irregolare funzionamento tassazione, certificati e visure, servizio pubblicità immobiliare;

sede via De Gasperi, 16: irregolare funzionamento servizio visure e certificazioni catastali.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Napoli, 13 marzo 2006

Il direttore regionale: LIBUTTI

06A02995

CIRCOLARI

CONSIGLIO SUPERIORE DEI LAVORI PUBBLICI

CIRCOLARE 17 marzo 2006, n. **990.**

Disposizioni e modalità per il pagamento dello 0,5 per mille ai sensi dell'articolo 1, comma 5, del decreto-legge 30 novembre 2005, n. 245, convertito in legge 27 gennaio 2006, n. 21 «Misure straordinarie per fronteggiare l'emergenza nel settore dei rifiuti nella regione Campania e ulteriori disposizioni in materia di protezione civile».

Ai soggetti committenti

I soggetti che sottopongono al Consiglio superiore dei lavori pubblici i progetti di opere di cui all'art. 6 della legge 11 febbraio 1994, n. 109 «Legge quadro in materia di lavori pubblici» e successive modifiche ed integrazioni, di importo superiore a 5 milioni di euro, sono tenuti al pagamento, mediante versamento all'entrata del bilancio dello Stato, di una somma pari allo 0,5 per mille del valore del progetto sottoposto all'esame del Consiglio superiore stesso ai sensi della normativa specificata in oggetto.

Con la presente circolare si forniscono istruzioni per l'assolvimento dell'obbligo sopra specificato.

La richiesta di esame e parere, relativa ai progetti di opere di valore superiore a 5 milioni di euro, deve essere corredata da una dichiarazione sottoscritta dal responsabile unico del procedimento che attesti il valore del progetto trasmesso. Ai fini del calcolo, il predetto R.U.P. dovrà fare riferimento al quadro economico dell'intervento comprensivo di tutte le voci di cui all'art. 17 del decreto del Presidente della Repubblica

21 dicembre 1999, n. 554, recante «Regolamento di attuazione della legge quadro in materia di lavori pubblici.».

Contestualmente alla presentazione dell'istanza di esame e parere il soggetto committente dovrà produrre al Consiglio superiore dei lavori pubblici la dichiarazione sopra descritta, la comunicazione dell'avvenuto assolvimento dell'obbligo trasmettendo, anche, unitamente alla comunicazione, un originale della quietanza rilasciata dalla sezione di Tesoreria provinciale della Banca d'Italia di Roma, o della ricevuta di conto corrente postale n. 871012 analogamente intestato alla stessa sezione di Tesoreria che ne attesti la data e la misura dell'importo. Sulla quietanza o sulla ricevuta deve essere indicata in maniera specifica la causale del versamento con l'indicazione puntuale della disposizione normativa di riferimento, secondo lo schema di seguito riportato.

Causale: Contributo previsto dall'art. 1, comma 5, decreto-legge 30 novembre 2005, n. 245, convertito in legge 27 gennaio 2006, n. 21 - attività di valutazione e di consulenza del Consiglio superiore dei lavori pubblici, via Nomentana 2, Roma, - da imputare sul Capo XV Capitolo d'entrata 3654 «Versamenti a carico del soggetto committente.....» e da riassegnare allo stato di previsione della spesa del Ministero delle infrastrutture e dei trasporti c.d.r. n. 7.

Progetto presentato (descrizione sommaria) ....

Soggetto committente...

Qualora dovesse emergere la necessità di apportare modifiche al progetto originariamente presentato, con eventuale incremento del quadro economico, dovrà essere trasmessa unitamente alla sottoposizione delle modifiche all'esame del Consiglio superiore dei lavori pubblici, una dichiarazione con il valore aggiornato del costo delle opere e l'attestazione del pagamento dell'eventuale relativo conguaglio da effettuarsi con le modalità come sopra descritte.

La presente circolare sarà pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana e sul sito internet di questa Amministrazione www.infrastrutturetrasporti.it - portale Consiglio superiore dei lavori pubblici.

Roma, 17 marzo 2006

Il presidente: BALDUCCI

06A03066

ESTRATTI, SUNTI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'ECONOMIA E DELLE FINANZE

Comunicato concernente la definizione delle graduatorie relative all'assegnazione dei nuovi punti del gioco del lotto, per l'anno 2005.

Con decreti dirigenziali del 15 marzo 2006 sono state definite le graduatorie relative all'assegnazione di nuovi punti di raccolta del gioco del lotto per l'anno 2005.

I citati decreti verranno affissi negli albi degli uffici regionali dei Monopoli di Stato competenti per territorio a far data dalla pubblicazione del presente comunicato nonché pubblicati sul sito www.aams.it

06A03070

MINISTERO DELLE ATTIVITÀ PRODUTTIVE

Decadenza dell'autorizzazione al rilascio di certificazione CE sulle macchine secondo la direttiva 89/392/CEE all'Organismo OE.CIS. S.r.l., in Roma.

Con decreto del direttore generale per lo sviluppo produttivo e la competitività e del direttore generale della tutela e delle condizioni di lavoro del 21 febbraio 2006;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 luglio 1996, n. 459;

Visto altresì la direttiva del Ministro delle attività produttive del 19 dicembre 2002, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 77 del 2 aprile 2003;

Esaminata l'istanza di rinuncia presentata dalla società OE.CIS. S.r.l., con sede legale in viale Ratto delle Sabine, 59 - Roma.

L'Organismo OE.CIS. S.r.l., con sede legale in viale Ratto delle Sabine, 59 - Roma, è stato dichiarato decaduto a seguito di rinuncia all'esercizio delle attività di certificazione CE per le direttive 89/392/CEE, 91/368/CEE, 93/44/CEE e 93/68/CEE.

Il relativo decreto pubblicato, per estratto, entra in vigore il giorno successivo a quello di pubblicazione.

06A03067

Autorizzazione alla certificazione secondo le direttive 73/23/CEE, 90/396/CEE, 92/42/CEE, 89/106/CE alla Kiwa Gastec Italia, in San Vendemiano.

La società Kiwa NV, con sede in Rijswijk ZH - Olanda, ha acquistato tramite la consociata BMD Nederland di Apeldoorn, la Gastec Holding NV di Aperldoorn (Olanda), socio unico della Gastec Italia S.p.a.

Con atto notaio F. Ghilardi di Spresiano (Treviso), registrato presso l'Agenzia delle entrate di Treviso il 21 dicembre 2005, la precedente denominazione sociale Gastec Italia S.p.a. è stata modificata in Kiwa Gastec Italia S.p.a.

Conseguentemente, considerato che la struttura tecnica della Gastec Italia S.p.a. è rimasta invariata, l'autorizzazione a certificare secondo le direttive 73/23/CEE; 90/396/CEE; 92/42/CEE; 89/106/CE nonché l'abilitazione a svolgere compiti di ispezione di parte terza ai sensi del decreto del Presidente della Repubblica n. 462/2001, già rilasciate alla Gaste Italia S.p.a., sono svolte dalla Kiwa Gastec Italia S.p.a., via Treviso, 31 - San Vendemiano (Treviso).

06A03068

Nomina del Comitato di sorveglianza, presso la società Centrale Fiduciaria S.r.l., in Roma, in liquidazione coatta amministrativa.

Con decreto ministeriale 13 marzo 2006 il Ministro delle attività produttive ha nominato il Comitato di sorveglianza della società Centrale Fiduciaria S.r.l., con sede legale in Roma, composto dai signori:

avv. Lydia Santoro Ruo, nata a Campana (Cosenza) il 15 marzo 1925, in qualità di esperto e con funzioni di presidente;

dott.ssa Enrica Col, nata a Roma il 4 febbraio 1954, funzionaria del Ministero delle attività produttive, in qualità di esperto, componente;

dott. Sergio Minelli, nato a Roma il 14 dicembre 1939, in qualità di esperto, componente.

06A03071

MINISTERO DELLE INFRASTRUTTURE E DEI TRASPORTI

Passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di un immobile sito nel comune di Brindisi

Con decreto del Ministero delle infrastrutture e dei trasporti n. B3/3010 del 14 febbraio 2005 - adottato di concerto con l'Agenzia del demanio - registrato con visto semplice dal Ministero dell'economia e delle finanze - Ufficio centrale del bilancio presso il Ministero delle infrastrutture e dei trasporti in data 30 dicembre 2005, n. 1828, è stato disposto il passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato della ex condotta fognaria sita nel comune di Brindisi, identificata al C.T. al fg. 80, p.lle 157 - 965 - 977 - 978 - 979, al fg. 57, p.lla 118 ed al fg. 58, p.lle 187 - 208 - 227 - 869 - 875, della superficie complessiva di mq 14.595.

06A02890

AUGUSTA IANNINI, *direttore* FRANCESCO NOCITA, *redattore*

(G601073/1) Roma, 2006 - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato S.p.A. - S.

* 4 5 - 4 1 0 1 0 0 0 6 0 3 2 8 *

€ 1,00